

Diagnostic emploi de la Zone d'emploi de Toulouse

Observatoire de l'Intérim et du Recrutement



En partenariat avec :

FRC



dirkom
MARKETING & COMMUNICATION EXTERNALISÉS

Plan du rapport

- **Cadrage territorial : les modalités de fonctionnement de la zone d'emploi de Toulouse** **Page 6**
- ● **Dynamique de l'emploi et du chômage** **Page 25**
- ● ● **Dynamique de l'intérim dans le marché de l'emploi local** **Page 35**
- ● ● ● **Perspectives de recrutements pour une relance du marché du travail local** **Page 51**



Préambule

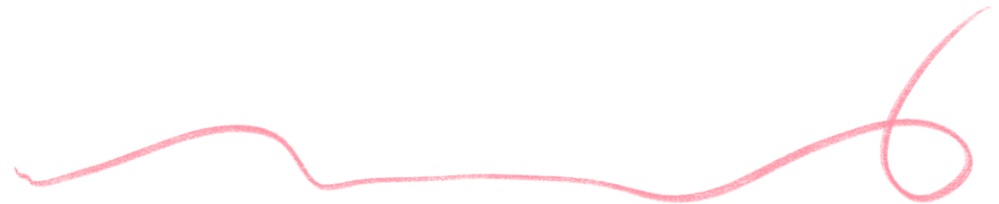
AKTO est le partenaire référent de la branche du travail temporaire en France. Sa mission est de dynamiser l'activité économique et sociale des territoires en sécurisant l'emploi des publics les plus éloignés de l'emploi par le biais d'ingénieries innovantes. Ses publics sont les entreprises et salariés du secteur de l'intérim et les demandeurs d'emploi.

L'Observatoire de l'Intérim et du Recrutement (OIR) est un observatoire qui réalise des études qualitatives et quantitatives touchant à l'emploi intérimaire, aux salariés intérimaires, leurs profils, leurs parcours d'emploi ainsi que des questions touchant à la santé et la sécurité dans la branche du travail temporaire. Centre de ressources pour la branche et ses partenaires, il recense également les données statistiques et textes conventionnels en vigueur dans le secteur.

Le 8 juin 2020, le Ministère du travail et le Haut-commissariat aux compétences ont lancé un appel à projets de soutien aux démarches prospectives emplois/compétences des branches professionnelles, au bénéfice des entreprises et des salariés dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC). Le comité de sélection a décidé de soutenir le projet porté par AKTO qui confie la mise en œuvre opérationnelle à l'OIR.

AKTO a signé avec le Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion une convention relative à la mise en œuvre de diagnostics actions territoriaux pour la branche du travail temporaire. AKTO a souhaité confier la réalisation du projet à l'OIR, sous couvert d'un comité de pilotage, composé des membres de la CPNE du travail temporaire, de la DGEFP, de l'OIR et d'AKTO.

C'est dans ce cadre que le présent **diagnostic de la zone d'emploi de Toulouse** a été réalisé.



Introduction

Le secteur de l'intérim s'inscrit dans une logique d'ajustement des effectifs et de réactivité face à l'évolution de l'activité des entreprises et au caractère instable de celle-ci. A ce titre, le niveau de recours à l'intérim est un indicateur macro-économique important, annonciateur tant de crise en période de récession et que de reprise économique en phase d'embellie, à l'image de la situation observée durant l'année 2020. Mais l'intérim est aussi devenu au fil du temps un outil et une modalité de gestion des ressources humaines à part entière, dans l'industrie en particulier, où toute embauche durable est conditionnée par un passage en intérim dans une logique de mise en situation et de test ; et, plus largement, par la diversification de son offre de services qui dépasse de manière croissante le seul recours à l'intérim.

Ces fonctions jouées par l'intérim nécessitent néanmoins de disposer d'un vivier permanent de profils et de compétences en capacité de répondre aux commandes des entreprises.

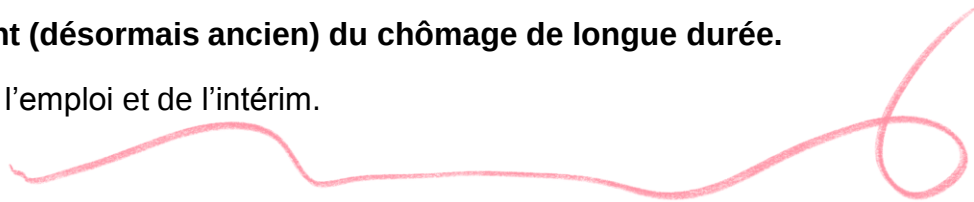
Or, indépendamment de la crise qui nous frappe, le secteur de l'intérim est confronté aux tensions structurelles du marché du travail, à l'évolution rapide du travail, des besoins en compétences et aux exigences croissantes des entreprises en la matière. On observe déjà depuis plusieurs années les difficultés que rencontrent les agences d'emploi dans le maintien d'un vivier satisfaisant en termes de quantité et de qualité et les acteurs du secteur font part des difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour renouveler et accroître celui-ci.

Par conséquent, on peut faire l'hypothèse, qu'à l'image des crises précédentes, celle-ci va renforcer les phénomènes de mutations économiques et *a minima* maintenir un haut niveau de tension sur le marché du travail ne facilitant pas l'activité des acteurs du secteur dans un contexte d'accroissement du chômage de longue durée.

Ainsi, on peut mettre en avant 3 grands enjeux visant à maintenir un vivier adapté aux besoins des entreprises tant en quantité qu'en qualité :

- **Une forte exigence en matière de compétences sociales et relationnelles (le savoir-être) souvent privilégiées aux compétences techniques sur les postes peu qualifiés.**
- **Des attendus croissants en matière de compétences douces (particulièrement adaptées à l'emploi intérimaire (résolution de problème, gestion du temps, gestion du stress, intelligence émotionnelle, esprit critique, esprit d'équipe, etc.).**
- **Le sourcing et la préparation des publics plus éloignés dans un contexte de développement (désormais ancien) du chômage de longue durée.**

Fort de ce contexte, l'Observatoire de l'Intérim et du recrutement a souhaité réaliser un diagnostic de l'emploi et de l'intérim.



Introduction

Ce diagnostic a été construit comme un outil d'aide à la décision permettant d'entamer un dialogue constructif entre les acteurs de l'intérim tant au niveau national que local et les acteurs territoriaux de la zone d'emploi de Toulouse.

L'ambition du document est de proposer une lecture originale et synthétique :

- d'une part, des grandes modalités de fonctionnement socio-économique du territoire afin de qualifier les principaux enjeux territoriaux ;
- et d'autre part, de la dynamique et des caractéristiques de l'emploi et de l'activité intérimaire à l'échelle du territoire afin d'en identifier les principaux enjeux sectoriels.

L'idée est de proposer une vision renouvelée des enjeux du territoire dans un contexte de crise majeure et de les croiser avec ceux de l'intérim de façon à déterminer comment le secteur pourrait être identifié comme un contributeur actif de la relance locale en contribuant par son action à répondre aux enjeux du territoire.

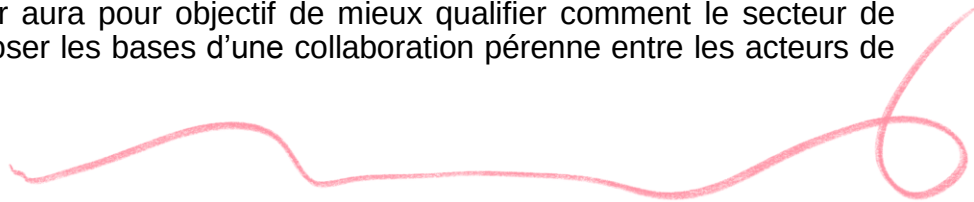
Il s'agit donc ici d'une approche innovante et expérimentale qui cherche à favoriser le déploiement d'une réflexion décentralisée dans les territoires sur le rôle et la fonction clefs de l'intérim dans le fonctionnement des marchés du travail locaux et plus largement dans la dynamique économique des territoires.

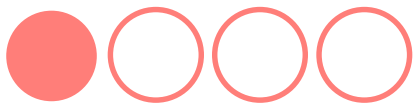
Le diagnostic s'articule autour de 2 volets :

- Un volet analyse de données qui s'appuie sur une multitude de base de données issues tant de la statistique publique (Urssaf, Insee, DGI...) que des acteurs de l'intérim (OIR et Adecco) et qui compose le présent rapport ;
- Un volet entretien : une dizaine d'entretien a été réalisée auprès des acteurs du territoire afin de recueillir une information plus qualitative visant à donner de la chaire à notre analyse quantitative et à qualifier des problématiques que nous ne pourrions pas apprécier avec celle-ci. Une synthèse des entretiens a été réalisée en complément de ce rapport et fait l'objet d'un document spécifique ;

Le présent document constitue la matrice de capitalisation des éléments quantitatifs produits, recueillis et analysés. Très dense et technique, il n'a pas vocation à être diffusé largement. Un document de synthèse, plus communiquant, sera réalisé à cet effet.

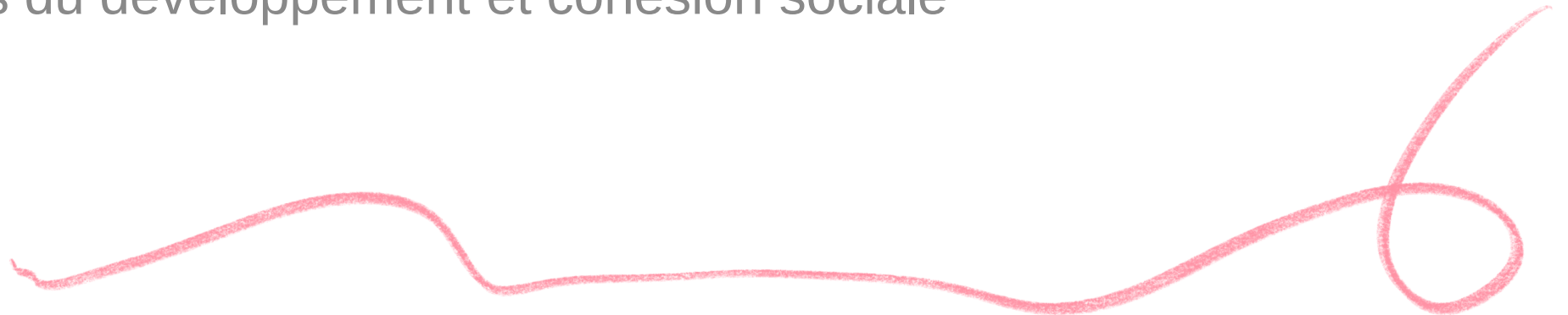
Il servira néanmoins de matériau pour animer un atelier avec les acteurs du territoire. Cet atelier aura pour objectif de mieux qualifier comment le secteur de l'intérim pourra plus encore contribuer à répondre aux enjeux du territoire et à la relance et ainsi poser les bases d'une collaboration pérenne entre les acteurs de l'intérim et les acteurs du territoire.

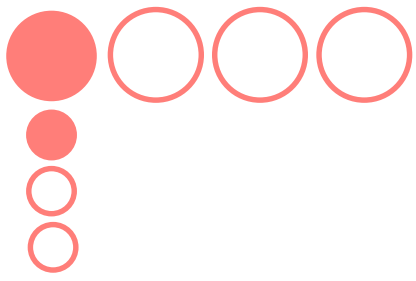




Cadrage territorial : les modalités de fonctionnement de la zone d'emploi de Toulouse

Moteurs du développement et cohésion sociale





Mobiliser une nouvelle grille d'analyse pour mieux saisir le fonctionnement des territoires

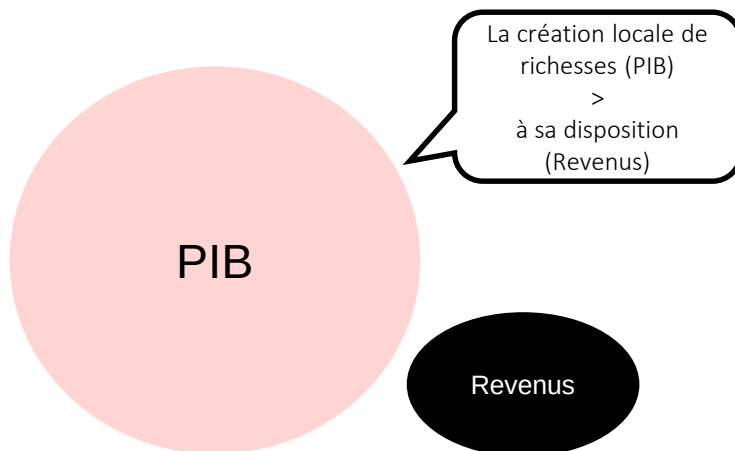
Une analyse du fonctionnement macro-économique des
territoires



Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

Conception standard !



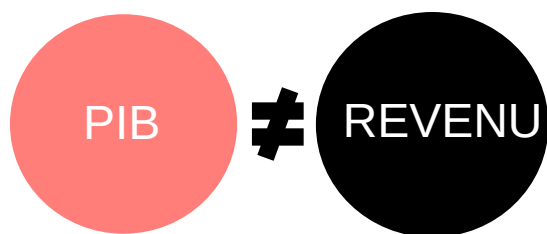
Quand croissance ne signifie pas nécessairement développement !

Depuis une vingtaine d'année, les travaux développés par le chercheur Laurent Davezies puis dans le prolongement Magali Talandier et Olivier Portier ont permis de démontrer que les mécanismes du développement territorial répondaient à des logiques différentes de celles observées au niveau macro-économique. Alors qu'à l'échelle des nations, la variable clef du développement demeure le PIB, c'est-à-dire la création de richesses, au niveau local, c'est le revenu qui demeure la pierre angulaire.

La relation croissance du PIB - croissance de l'emploi - réduction du chômage et de la pauvreté qui s'opère assez mécaniquement à l'échelle des nations n'est pas nécessairement opératoire à des échelles géographiques plus fines. Il est effectivement assez fréquent d'observer des territoires bénéficiant d'une forte croissance de leur PIB et de l'emploi pâtir d'une détérioration manifeste de leur niveau de cohésion sociale. En d'autres termes, au niveau territorial, et pour reprendre le titre d'une étude réalisée par le Laurent Davezies sur le cas francilien, **croissance ne signifie pas nécessairement développement**.

En effet, **le niveau de développement d'un territoire dépend en réalité bien plus de sa capacité à capter de la richesse (revenu) qu'à seulement en produire (PIB)**. Or les modalités de captation du revenu ne se limitent pas à la seule exportation de biens et de services par son système productif compétitif. Mais font aussi appel à de puissants mécanismes redistributifs, tant publics que privés, qui n'ont rien à voir justement avec ses capacités productives. Laurent Davezies a classé ces mécanismes en trois composantes : l'économie résidentielle, l'économie publique et les transferts sociaux.

Or au niveau territorial :



En substance, il convient donc de retenir que le développement des territoires s'opère en deux temps (cf. le schéma ci-dessous). Dans un premier temps, en fonction de leur capacité à **capter des revenus à l'extérieur de leurs "frontières"**. Puis, dans un second temps, en fonction de leur aptitude à **redistribuer ces revenus sous la forme de dépenses de consommation courante dans leur économie locale pour stimuler leur économie présentielle**.

Définition : la définition du **développement territorial** retenue renvoie à un processus qualitatif d'amélioration des **conditions de vie** des populations, c'est-à-dire à la fois de leurs conditions sociales (montée en compétences, précarité, chômage, niveau de vie...) et de leur niveau de bien-être, **des conditions de l'activité économique** et de **préservation de la situation environnementale** contemporaine et future.

Changer de paradigme

The diagram illustrates the flow from income capture to social cohesion. At the top, a teal bar labeled 'CAPTATION DE REVENUS' contains four categories: 'Revenus productifs « exportateurs »', 'Revenus publics', 'Revenus sociaux', and 'Revenus résidentiels'. These lead to a teal bar for 'Revenus basiques'. Below this is a grey bracket for 'CONSOMMATION', which leads to an orange bar for 'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE'. This economy is divided into 'Emplois basiques' (teal) and 'Emplois préSENTIELS' (orange). These lead to a central area with three circles: 'Emploi', 'Chômage', and 'Revenu'. To the right, 'Revenus basiques' (teal) and 'Revenus préSENTIELS' (orange) are shown. All these elements lead to a final rounded rectangle at the bottom labeled 'COHÉSION SOCIALE'.

2nd
temps

Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

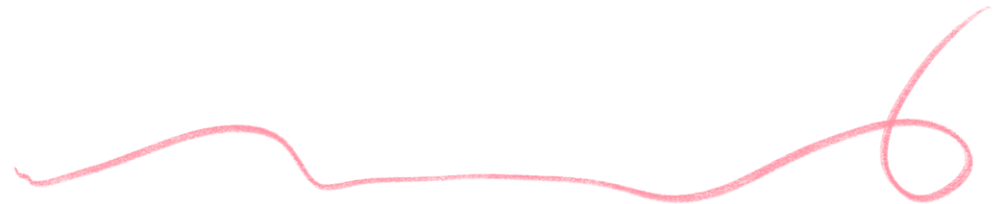
Quatre grands types de revenus captés en provenance de l'extérieur ont été identifiés :

- les revenus productifs exportateurs ;
- les revenus publics ;
- les revenus sociaux ;
- les revenus résidentiels.

Les revenus productifs exportateurs : composante « mondialisée » des économies locales

Les revenus productifs exportateurs se composent des salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux et agricoles détenus par les actifs qui résident sur un territoire et y travaillent dans des secteurs d'activité "exportateurs", c'est-à-dire qui ont pour vocation de produire des biens et des services vendus à l'extérieur de celui-ci. Le choix de localisation des entreprises de ces secteurs d'activité est généralement plutôt guidé par la nécessité d'améliorer, dans une logique d'optimisation de l'offre, leur capacité de production. La qualité de la main d'œuvre, le coût du foncier et de l'immobilier, la pression fiscale, la densité du tissu industriel local peuvent constituer à ce titre des variables à forte influence. Les entreprises de ces secteurs exposent plus lourdement les territoires aux risques de délocalisation que les entreprises des secteurs d'activité de proximité.

Cette composante des systèmes socio-économiques territoriaux s'apparente à la composante « mondialisée » et la plus compétitive des économies locales. Elle demeure pour cette raison la plus exposée aux aléas économiques conjoncturels et aux mouvements de restructuration. Elle est de surcroît celle qui conditionne l'existence des trois autres types de revenus : sans croissance et création de valeur ajoutée dans les secteurs productifs concurrentiels et exportateurs, c'est effectivement tout l'équilibre du système national de redistribution interterritoriale de richesses qui serait mis en péril.



Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

Les revenus publics : un amortisseur de choc économique

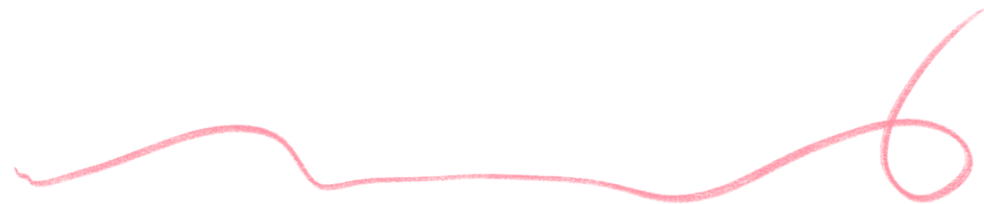
Les revenus publics se composent des salaires des actifs résidant sur le territoire et travaillant dans les fonctions publiques d'État, Territoriale et Hospitalière. Assez peu sensible aux aléas économiques, les revenus publics constituaient avant la crise des dettes souveraines (2011) un véritable amortisseur de choc pour les territoires en temps de crise. Il semble que depuis cette crise, cette fonction ait été altérée avec la détérioration des finances publiques. La stabilité des revenus publics devrait être largement remise en question dans les années à venir en raison de la volonté affichée par nos gouvernants de réduire la dépense publique avec pour objectif de réduire le poids de la dette (on citera à titre d'exemple les fermetures de caserne qui ont pu avoir un impact significatif sur la trajectoire de développement de certains territoires). Dans l'ensemble, la géographie des revenus publics tend plutôt à suivre celle de la densité de population et demeure relativement homogène.

Les revenus sociaux : un vecteur implicite de réduction des disparités spatiales

Les revenus sociaux (hors pensions de retraite qui sont intégrées dans les revenus résidentiels) se composent des différents types de prestations sociales (ou transferts sociaux). Sont comptabilisés dans notre approche les transferts versés en espèces à des individus ou à des familles. Ces transferts ont pour vocation de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques. Outre la vieillesse et la survie (intégrée dans les revenus résidentiels), elles sont associées à cinq grandes catégories de risques :

- la santé (prise en charge totale ou partielle de frais liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles) ;
- la maternité-famille (prestations liées à la maternité, allocations familiales, aides pour la garde d'enfants) ;
- la perte d'emploi (indemnisation du chômage) et les difficultés d'insertion ou de réinsertion professionnelle ;
- les difficultés de logement (aides au logement) ;
- la pauvreté et l'exclusion sociale (minimas sociaux : revenu minimum d'insertion - RSA, minimum vieillesse, etc.).

Les transferts sociaux assurent une fonction explicite de réduction des inégalités sociales et implicite de réduction des disparités territoriales. En général, mais sans que cela soit strictement mécanique, plus leur part est élevée dans l'ensemble des revenus captés par les territoires, plus cela signifie que les problèmes sociaux rencontrés y sont aigus.



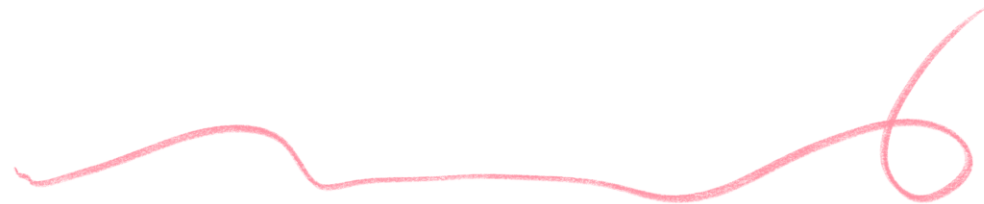
Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

Les revenus résidentiels : moteurs majeurs des économies locales

Les revenus résidentiels se composent des pensions de retraite, des dépenses touristiques marchandes et non marchandes (liées à la présence de résidents secondaires), des revenus mobiliers et fonciers liés à la présence de leurs titulaires et des revenus dont bénéficient les actifs qui résident sur le territoire mais travaillent ailleurs, appelés revenus « pendulaires » ou « dortoires » (qui intègrent les revenus transfrontaliers). Le niveau et la dynamique des revenus résidentiels dépendent très largement du niveau d'aménités des territoires (qualité du cadre de vie, ensoleillement, proximité de la mer ou de la montagne...).

Au même titre que les revenus publics, les revenus résidentiels dépendent de puissants mécanismes de redistribution interterritoriaux. Pour les pensions de retraite, il s'agit d'un double mécanisme redistributif à la fois intergénérationnel (conforme à notre système de répartition : les actifs paient pour les « anciens ») et géographique (par exemple, un actif ayant travaillé toute sa vie à Toulouse et qui s'installe pour sa retraite dans le sud de la France). Pour les dépenses touristiques, il s'agit d'un mécanisme de transfert géographique lié au fait que des individus dépensent à un moment donné dans l'année une partie de leurs revenus sur un territoire où ni ils ne résident, ni ils ne travaillent. Quant aux revenus « pendulaires », ils sont liés aux migrations domicile-travail quotidiennes des actifs qui résident et travaillent sur un territoire différent.



Moteurs du développement des territoires

Changer de paradigme

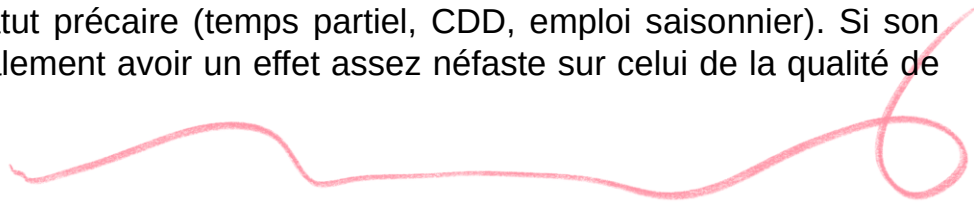
Le second temps du développement des territoires, à savoir la redistribution des revenus dans le circuit économique local sous la forme de dépenses de consommation courante, constitue un moment tout aussi décisif que celui de la captation. Décisif car c'est ce processus qui permet le développement de l'économie présentielle, principale pourvoyeuse d'emplois aujourd'hui dans les territoires (65 % de l'emploi en moyenne).

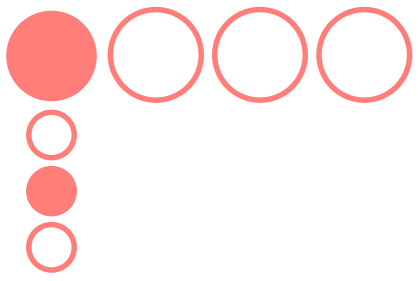
Économie de production au même titre que l'économie productive exportatrice génératrice des revenus du même nom, les secteurs d'activité qui composent l'économie présentielle demeurent relativement peu concurrentiels et exposés aux aléas conjoncturels (les macro-économistes nomment l'économie de proximité le secteur abrité). Tournés exclusivement vers la satisfaction des besoins des populations présentes, ces secteurs d'activité se localisent sur les territoires largement plus pour vendre que pour produire.

Bien que demeurant une véritable économie de production, le niveau de développement de l'économie présentielle dépend préférentiellement de la propension à consommer localement des populations résidentes (actives et inactives) et des populations ponctuelles (touristes et résidents secondaires...), que l'on peut regrouper sous le terme générique de population présente, c'est à dire du niveau de redistribution des différents revenus captés par le territoire en provenance de l'extérieur. On peut ainsi considérer, de manière imagée, que les revenus productifs exportateurs, les revenus publics, résidentiels et sociaux constituent le « carburant » potentiel, car sous réserve qu'ils soient bien dépensés là où ils sont détenus, de l'économie présentiels.

L'économie présentielle présente un certain nombre d'avantages. Moins concentrée géographiquement que les secteurs d'activité productifs exportateurs, ses secteurs d'activité se localisent plutôt en fonction de la densité présentielle et se répartissent de manière relativement homogène sur le territoire national. Peu soumis aux risques de délocalisation, ils exposent moins les territoires à des chocs brutaux de réduction d'emplois. De surcroît, les compétences requises par ses secteurs d'activité font appel à un très large spectre de qualifications (allant du boulanger au médecin en passant par le chauffeur de taxi, l'artisan couvreur ou le pâtissier...). Ils demeurent ainsi beaucoup plus ouverts aux populations peu et pas qualifiées que les secteurs d'activité productifs exportateurs.

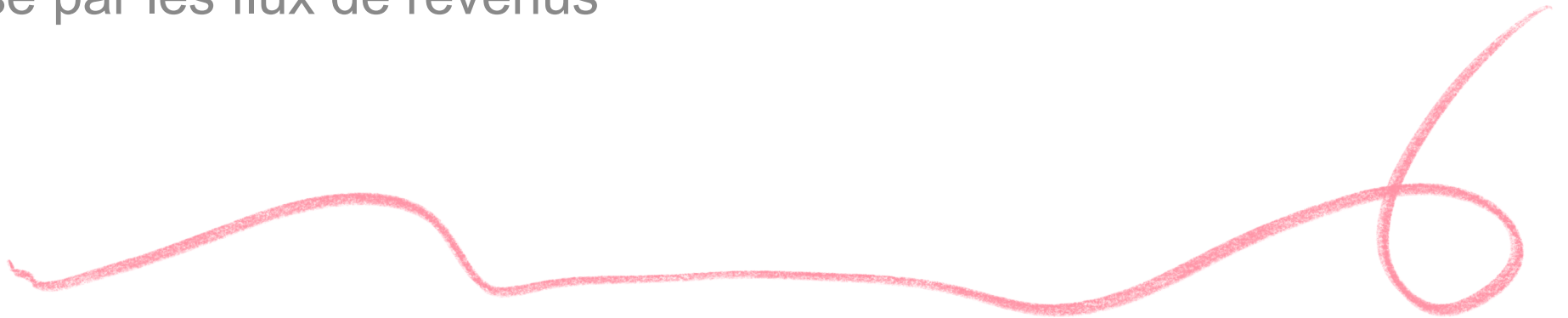
L'économie présentielle ne présente évidemment pas que des vertus. Bien plus que pour les secteurs d'activité exportateurs, les secteurs d'activité qui la composent ont tendance à offrir des emplois à faibles niveaux de rémunération et/ou à statut précaire (temps partiel, CDD, emploi saisonnier). Si son dynamisme peut avoir une influence tout à fait positive sur le niveau de chômage, il peut également avoir un effet assez néfaste sur celui de la qualité de l'emploi et donc le niveau de précarité des actifs.





Les moteurs du développement du territoire : application au cas de la zone d'emploi de Toulouse

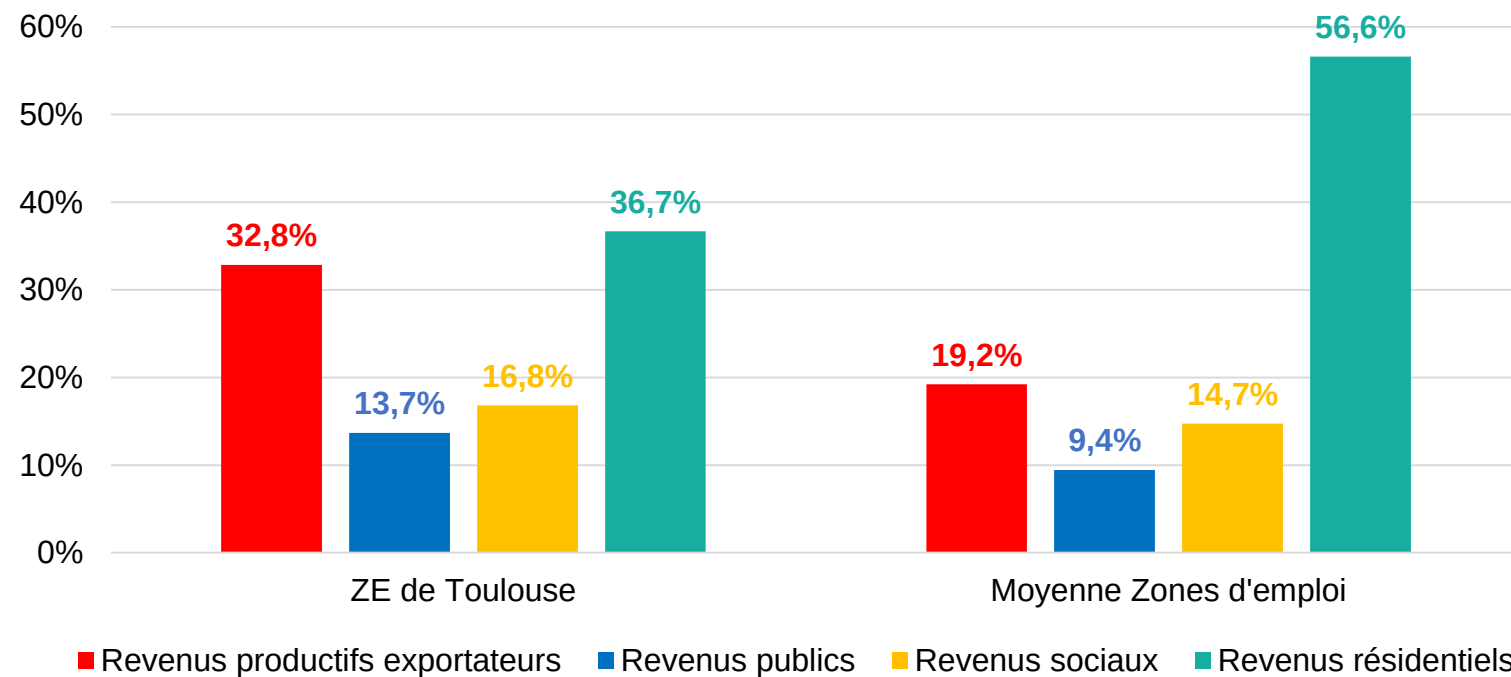
L'analyse par les flux de revenus



Moteurs du développement des territoires

Les moteurs du développement du territoire

Poids des différents types de revenus captés dans l'ensemble des revenus captés en provenance de l'extérieur par le territoire (2016)



Source : Calculs Six d'après Insee, DGI et Urssaf

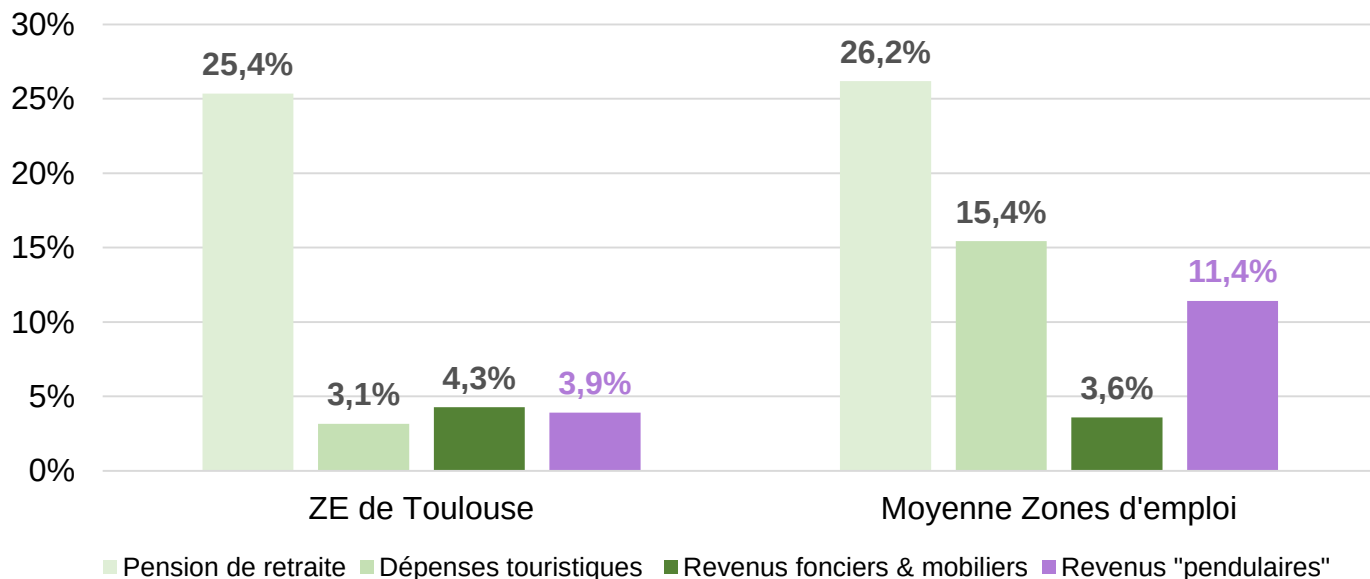
Au regard des autres zones d'emploi françaises, la zone d'emploi de Toulouse se caractérise par :

- une surreprésentation très marquée des revenus productifs exportateurs dans ses revenus captés en provenance de l'extérieur (32,8 % contre 19,2 % en moyenne) ;
- une surreprésentation significative des revenus publics (13,7 % contre 9,4 % en moyenne) assez caractéristique des territoires métropolitains qui disposent d'une fonction affirmée de pôle administratif (cf. la présence sur leur périmètre des préfectures, hôpitaux, universités...) ;
- une surreprésentation des revenus sociaux (allocations chômage, aides au logement, aides de lutte contre la pauvreté...) (16,8 % contre 14,7 % en moyenne) ;
- une sous-représentation significative des revenus résidentiels qui restent malgré tout le premier levier de captation de revenus pour le territoire (36,7 % contre 56,6 % en moyenne).

Moteurs du développement des territoires

Les moteurs du développement du territoire : zoom sur les revenus résidentiels

Poids des différents types de revenus résidentiels dans l'ensemble des revenus captés en provenance de l'extérieur (2016)



Source : Calculs Six d'après Insee, DGI et Urssaf

La sous-représentation des revenus résidentiels observés dans le processus de captation de revenus est liée :

- à une légère sous-représentation des pensions de retraite (25,4 % contre 26,2 % en moyenne), reflet de la structure démographique plutôt jeune de la population. Les pensions de retraite n'en restent pas moins le second levier de captation de revenus pour le territoire derrière les revenus productifs concurrentiels, loin devant les revenus publics et sociaux ;
- au très faible poids des dépenses touristiques (3,1 % contre 15,4 % en moyenne) ; déficit symptomatique de la faible attractivité touristique du territoire ;
- au très faible poids des revenus pendulaires (3,9 % contre 11,4 % en moyenne) ; faiblesse qui s'explique à la fois par le caractère très intégré du marché du travail local (du fait de la fonction affirmée de pôle d'activités du territoire, la propension des actifs à travailler ailleurs demeure plutôt faible) et de la taille significative de la zone d'emploi (plus un territoire est vaste, plus la probabilité qu'un actif aille travailler ailleurs tend à diminuer).

Moteurs du développement des territoires

Le modèle de développement du territoire

Qu'est qu'un modèle de développement territorial ?

L'observation de la structure des moteurs du développement – c'est à dire du poids relatif de leurs différents revenus captés – permet d'appréhender leurs modalités de fonctionnement macro-économique en termes de modèle de développement.

L'identification des modèles de développement des territoires s'effectue en fonction du niveau de surreprésentation de tel et/ou tel type de revenus dans le processus de captation de richesses au regard d'une moyenne de « référence ». Par exemple, une communauté d'agglomération de la région marquée par une surreprésentation de ses revenus « pendulaires » au regard de la moyenne de l'ensemble des communautés d'agglomération françaises présentera un modèle de développement dit « pendulaire ». Pour une communauté de communes présentant une double surreprésentation de ses revenus productifs exportateurs et sociaux au regard de la moyenne des communautés de communes françaises, on dira que son modèle de développement est « productif-social » ...

Bien qu'en apparence relativement technique (cf. l'intitulé à rallonge de certains modèles) et bâtie sur un certain nombre de conventions, cette approche présente l'avantage de proposer :

- une représentation synthétique et immédiate du fonctionnement macro-économique local des territoires ;
- une vision transversale et systémique de leur fonctionnement qui dépasse l'approche sectorielle classique de type agriculture – industrie – service ;
- un schéma d'analyse propice au déploiement d'une réflexion prospective permettant d'appréhender les évolutions probables du territoire à moyen terme grâce aux éléments de connaissance dont on dispose sur le comportement général des modèles de développement territoriaux.

Connaître le modèle de développement de son territoire permet ainsi d'identifier de manière très efficace les grands enjeux qui l'affectent et de poser les bases d'une réflexion stratégique de premier niveau. Au-delà, ce type d'approche permet également de créer un langage commun et partagé propice à l'émergence d'un climat consensuel au sein d'un système local d'acteurs qui rend plus aisé le passage de la réflexion à l'action.

Eu égard à la structure des revenus captés par la zone d'emploi, il est possible de synthétiser ses modalités de fonctionnement socio-économique générales sous la forme du modèle de développement « **productif-public-social** ».

Ce modèle est une traduction :

- du **rôle très structurant de la composante productive concurrentielle** du tissu économique local dans la trajectoire de développement du territoire. Composante qui devrait être lourdement impactée par la crise actuelle (cf. chapitre II) ;
- d'une **relative intensité des problèmes sociaux**, suggérée par la socialisation significative du modèle et qui devrait s'amplifier sous les impacts de la crise (via la montée du chômage et la paupérisation des ménages) ;
- du **rôle clef de l'économie publique**, reflet de la fonction métropolitaine du territoire, qui devrait de surcroît s'accroître avec la crise. Les revenus publics jouant un rôle d'amortisseur considérable ;
- d'un **déficit prononcé en revenus résidentiels** qui traduit une diversification fonctionnelle relativement modérée liée à une faible attractivité touristique (assez caractéristique des territoires métropolitains hormis Paris et Nice) et d'une très forte intégration synonyme d'une forte autonomie fonctionnelle. La faiblesse des revenus « pendulaires » est effectivement le reflet de la faible dépendance de la zone d'emploi toulousaine aux territoires voisins.

En résumé, la trajectoire de développement du territoire repose sur deux piliers. Sa capacité productive, qui va être très lourdement impactée par la crise du fait de la mise à l'arrêt de l'industrie aéronautique notamment, principal secteur de spécialisation du territoire. Et les mécanismes de socialisation pris au sens large et illustrés ici par la sur-représentation des revenus sociaux et des revenus publics ainsi que, dans une moindre mesure, des pensions de retraite qui vont faire office de puissants amortisseurs face à la crise.

Moteurs du développement des territoires

Redistribution de la richesse captée dans les circuits économiques locaux

Analyse du fonctionnement du système de consommation de la zone d'emploi (2016)

	Potentiel de captation de richesses (en € / hab.)	Propension à consommer localement (en € / emplois présents)	Taux de couverture en emplois présents (emplois présents / 100 hab.)
ZE de Toulouse	15 220 €	101 546 €	15,0
Moyenne des zones d'emploi 2010	17 649 €	119 851 €	14,7

Source : Estimations Six d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

Note : Zone d'emploi 2010

Marqué par un déficit significatif en revenus captés (cf. le potentiel de captation de richesses sensiblement inférieur à la moyenne des zones d'emploi), la zone d'emploi de Toulouse profite néanmoins d'une forte propension locale à consommer qui reflète sa forte attractivité commerciale. Cette situation s'observe en règle générale assez nettement dans les métropoles et agglomérations françaises qui au-delà de la fonction de pôle de production et administratif qu'elles assument, demeurent également de véritables pôles de consommation.

La forte propension à consommer localement compense largement le déficit en revenus captés. Cette combinaison se traduit en bout de chaîne par une densité en emplois présents légèrement supérieure à la moyenne des ZE françaises (15 % contre 14,7 %).

La consommation est devenue au fil des décennies un carburant essentiel de la dynamique économique et plus largement de développement du territoire, comme l'illustre la très bonne dynamique des emplois présents depuis les années 70 (cf. chapitre II) et même durant la « Grande récession » à l'échelle du territoire (cf. page suivante).

Méthode : analyser les effets de la consommation sur les emplois présents

Rappel : les emplois présents sont les emplois dont le dynamisme ne dépend que de la consommation locale. Ils appartiennent à des secteurs d'activité aussi divers que la boulangerie, la charcuterie, la santé (médecins généralistes ou spécialistes...), le taxi, le cinéma, la vente de vêtements au détail...

La problématique de la consommation, pourtant abondamment traitée à l'échelle macro-économique (tant par les experts que par les acteurs publics) est systématiquement mise de côté à l'échelon territorial. En dehors des enquêtes non systématiques réalisées par les Chambres de commerce, aucune statistique n'existe sur le sujet au niveau des territoires. Pour cette raison, nous sommes contraints d'élaborer nous-mêmes les indicateurs utiles à son traitement et à son analyse.

Trois indicateurs ont pu être élaborés :

- **potentiel de captation de richesses** : cet indicateur permet d'appréhender le degré d'attractivité d'un territoire à travers sa capacité à capter de la richesse à l'extérieur de son périmètre. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) à la population résidente. Plus l'indicateur est important, plus cela signifie que le potentiel de captation est élevé ;

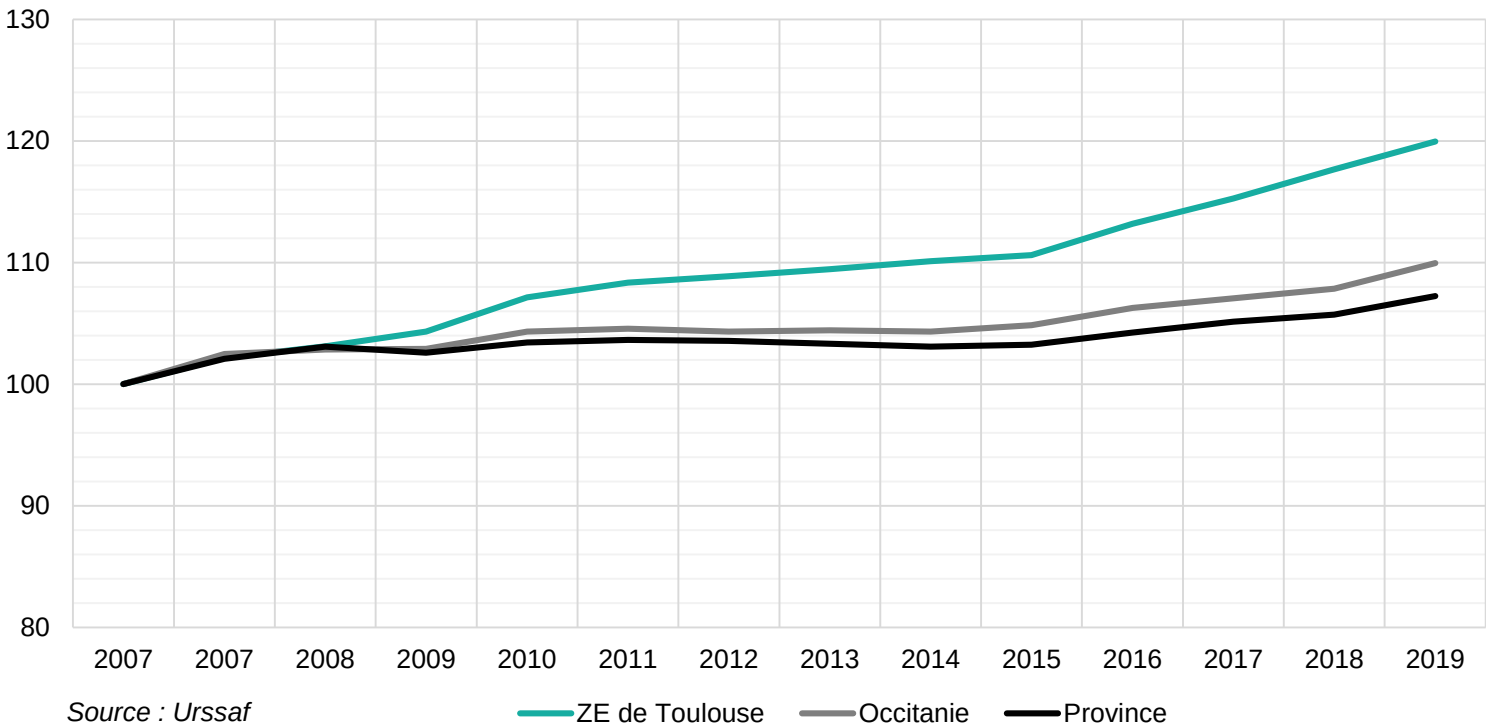
- **propension à consommer localement** : attention, cet indicateur doit se lire « à l'envers » : plus il est élevé, plus cela signifie que la propension locale à consommer est faible et inversement. Cet indicateur permet d'appréhender le degré de redistribution des revenus captés à l'extérieur d'un territoire dans son économie locale ; autrement dit la propension à consommer localement. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés à l'extérieur (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) au nombre d'emplois présents. Exprimé en euros, l'effet multiplicateur peut se lire comme le volume de revenus captés nécessaire pour la création d'un emploi présent supplémentaire ;

- **taux de couverture en emplois présents** : cet indicateur permet de mesurer la densité en emplois présents sur un territoire donné. Il est calculé en rapportant le nombre d'emplois présents à la population résidente.

Moteurs du développement des territoires

Des emplois présents boostés par la consommation locale, même durant la « Grande récession »

Evolution de l'emploi salarié privé présentiel entre 2007 et 2019
(en indice, 2007 = 100)



On relèvera dans le graphique ci-contre l'exceptionnel dynamisme des emplois présents à l'échelle de la zone d'emploi de Toulouse, dont le rythme de croissance entre 2007 et 2019 apparaît nettement supérieur à celui observé tant au niveau régional et que national (17,4 % de croissance contre 7,3 % en Occitanie et 4,9 % au niveau national).

On remarquera également l'évolution relativement linéaire des emplois présents, peu impactés par les différents cycles récessifs qui se sont succédés entre 2007-2009 et 2011-2014, portés par une consommation peu sensible aux aléas conjoncturels.

Malheureusement, avec la crise actuelle, le constat sera tout autre. Stoppée par le 1^{er} confinement, altérée par le suivant et la propension croissante à épargner dans un contexte incertain, la sphère présente locale va se retrouver beaucoup plus impactée. Les pertes d'emplois (que nous ne pourrions évaluer précisément que courant juin 2021) pourraient être significatives.

Le changement de nature de la crise du Covid 19 (comparée à celle impulsée par la crise financière internationale en 2008 et la crise des dettes souveraines en 2011) va contribuer à sensiblement fragiliser cette dimension des économies locales qui depuis plus de 40 ans présentait l'avantage d'être peu exposée aux aléas économiques conjoncturels.

Mise en perspective de l'évolution de l'emploi présentiel du territoire avec les tendances régionale et de province entre 2007 et 2019

	2007-2019	2007-2019 (en %)
ZE de Toulouse	33 397	17,4%
Occitanie	52 457	7,3%
Province	313 193	4,9%

Source : Urssaf

Moteurs du développement des territoires

Le modèle de développement du territoire

Ce modèle est la traduction d'un relatif déséquilibre fonctionnel porteur d'une certaine fragilité sociale que révèle la surreprésentation des transferts sociaux dans le processus de captation de revenus. Avant la crise du Covid 19, les territoires les plus dynamiques et les plus résilients étaient ceux qui « marchaient sur deux jambes », à savoir dont le modèle de développement était assis sur une composante productive concurrentielle robuste et une économie résidentielle, notamment dans ses composantes touristiques et pendulaires, performante.

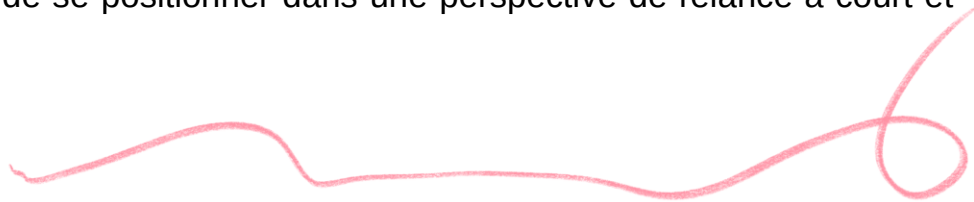
Porté par une dynamique productive concurrentielle exceptionnelle liée à l'essor fulgurant de l'industrie aéronautique, le territoire a également profité d'une très forte montée en puissance de la consommation locale qui a littéralement « booster » son économie présentielle. Elle a ainsi joué un véritable rôle de levier.

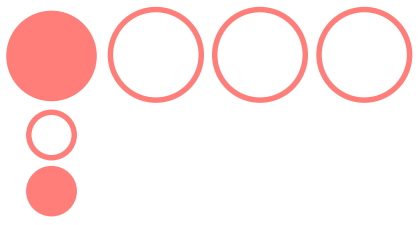
Avec la crise, les deux principaux piliers du développement du territoire vont être impactés. L'activité productive concurrentielle va être touchée, altérant ses revenus, ce qui va provoquer une hausse sensible du chômage et mécaniquement du poids des transferts sociaux. Et grande nouveauté, du fait du ralentissement inédit de la consommation, l'économie présentielle va subir un choc sans précédent. Heureusement, les revenus publics et les pensions de retraite vont jouer à plein leur fonction d'amortisseur tandis que le poids des revenus sociaux va croître avec l'augmentation des difficultés sociales. La socialisation du modèle risque ainsi de fortement s'accroître. Véritable « locomotive » productive avant la crise, la zone d'emploi de Toulouse risque de devenir de plus en plus dépendante des mécanismes de socialisation avec celle-ci.

Pour contrecarrer ce mouvement, trois enjeux déterminants se dessinent pour le territoire :

- Relancer la dynamique productive concurrentielle locale altérée par la mise à l'arrêt de l'industrie aéronautique, notamment en encourageant une certaine diversification du tissu économique local (on mesure ici, comme pour les territoires touristiques de montagne, les risques associés à une trop forte spécialisation économique) ;
- Stimuler le levier résidentiel, relativement sous-développé avant crise, en raison notamment de la faible attractivité touristique du territoire ;
- Relancer la consommation locale, pilier structurant de la dynamique de développement local depuis plusieurs décennies maintenant.

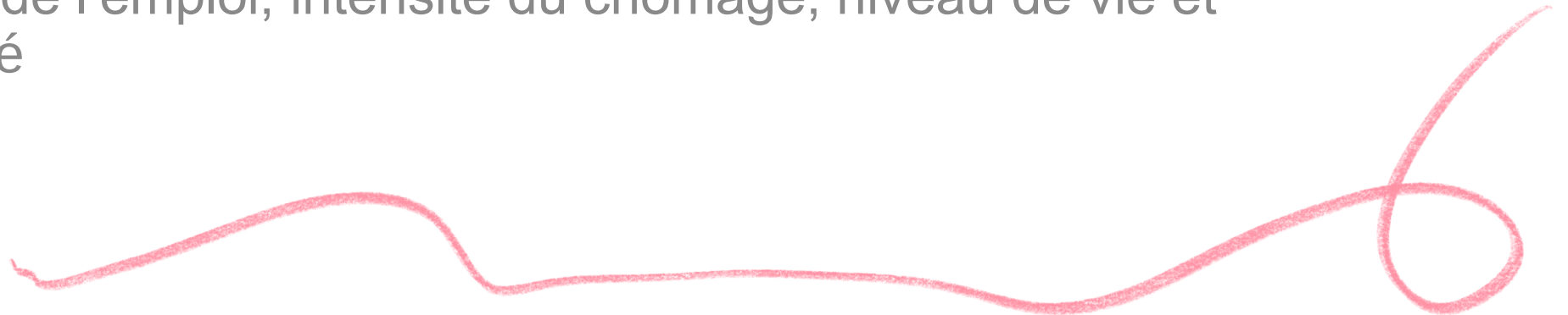
Répondre à ces trois enjeux permettrait au territoire de diversifier un peu plus ses modalités de fonctionnement socio-économique général et d'éviter de devenir trop dépendant des mécanismes de socialisation (ce qui n'est jamais bon signe), afin de se positionner dans une perspective de relance à court et moyen termes.





Le niveau de cohésion sociale de la zone d'emploi de Toulouse

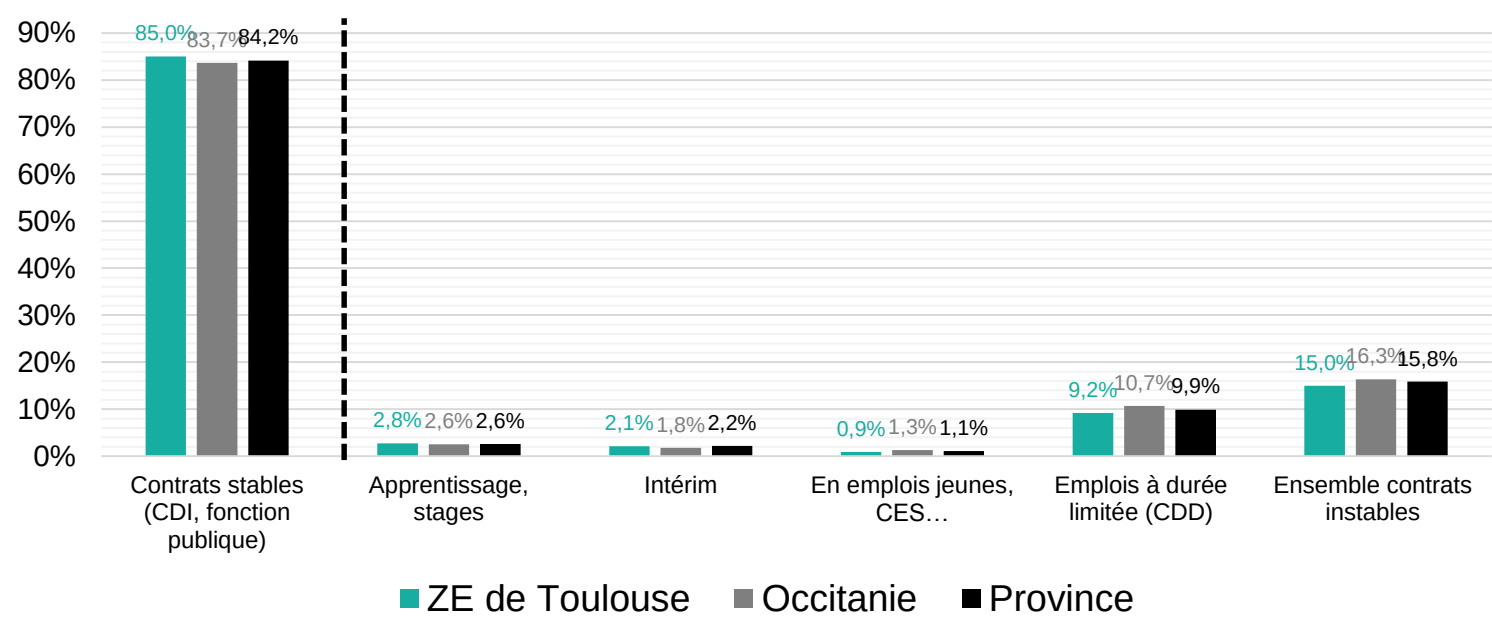
Qualité de l'emploi, intensité du chômage, niveau de vie et pauvreté



Qualité de l'emploi des ménages du territoire

Poids des contrats instables et du temps partiel

Répartition de la population active salariée par type de contrat (2017)



La population active de la zone d'emploi de Toulouse semble plutôt bénéficier d'une bonne qualité de l'emploi :

- la part des actifs en contrats instables (qui comprennent les contrats en apprentissage, en intérim, en emplois jeunes et en CDD) apparaît plutôt inférieure aux moyennes régionale et nationale (15 % contre 16,3 % en Occitanie et 15,8 % en province) ;
- et la part des actifs occupés à temps partiel apparaît quant à elle très sensiblement inférieure à la moyenne régionale et légèrement inférieure à la moyenne nationale (17,4 % contre 20,9 % en Occitanie et 17,7 % en province).

Source : Insee – Recensement de la population

Part des actifs occupés à temps partiel en 2017 (en %)

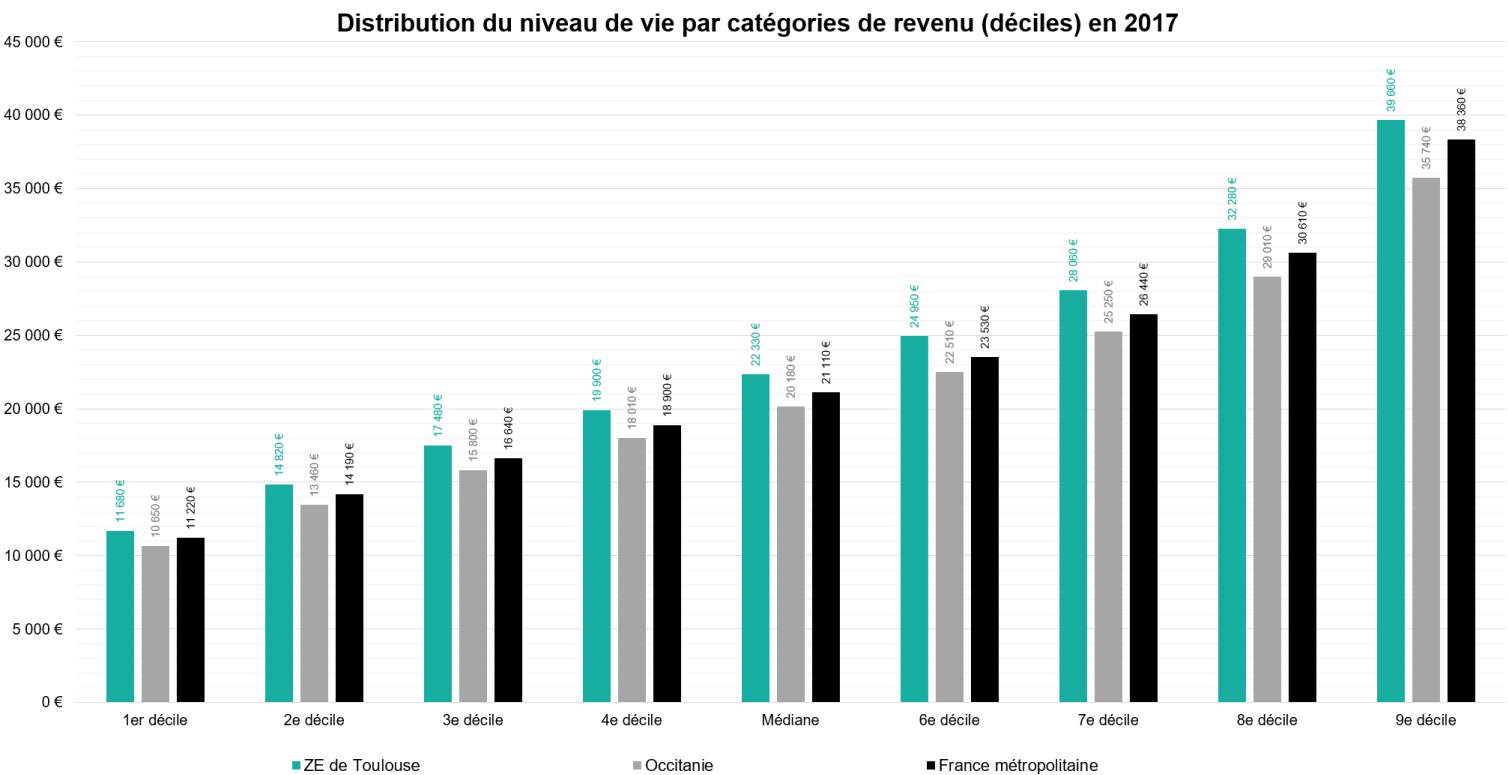
	2017
ZE de Toulouse	17,4%
Occitanie	20,9%
Province	17,7%

Source : Insee - Recensement de la population



Niveau de vie des ménages

Analyse de la distribution du revenu disponible par catégorie de revenu



Source : Insee – Filosofi

Le niveau de vie des ménages de la zone d'emploi de Toulouse apparaît dans l'ensemble très favorable. Les ménages les plus modestes (1^{er} et 2^{ème} décile) comme les classes moyennes et les ménages les plus aisés affichent un niveau de vie supérieur à la moyenne régionale et nationale.

Cette distribution du niveau de vie se traduit néanmoins par un niveau d'inégalités légèrement supérieur à la moyenne régionale mais inférieur à celui observé en moyenne au niveau national (indice de Gini de 0,296 contre 0,277 en Occitanie et 0,289 en France métropolitaine) .

Définition : le niveau de vie des ménages est apprécié à la lecture du revenu disponible. Ce dernier correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, après abattement et redistribution. Il comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage et les différents revenus de transfert.

Le niveau d'observation du revenu que nous avons retenu est **l'unité de consommation** (plutôt que le ménage ou la personne). L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). La **médiane** est la valeur qui partage une distribution en deux parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50 % des revenus. La médiane constitue un indicateur plus fiable que la moyenne. Le **premier décile** est le revenu au-dessus duquel se situent 90 % des revenus. Le 1^{er} décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus pauvres. Le **neuvième décile** est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus. Le 9^{ème} décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus riches. Le niveau d'inégalités sociales, c'est-à-dire entre habitants, est appréhendé à partir d'un **indice de Gini**. L'indice de Gini est un indice d'inégalités appliqué dans le cas présent au revenu fiscal par unité de consommation. L'indice de Gini varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les revenus sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. Une baisse de l'indice de Gini observée entre deux dates indique une diminution globale des inégalités. A l'inverse, une élévation de l'indice reflète une augmentation globale des inégalités.

Indice d'inégalités de niveau de vie (2017)

Indice d'inégalités de revenu disponible par unité de consommation (indice de Gini)	
Toulouse	0,280
Occitanie	0,277
France métropolitaine	0,289

Source : Insee – Filosofi



Niveau de pauvreté des ménages

Part des ménages vivant sous le seuil de pauvreté

Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté (2017)

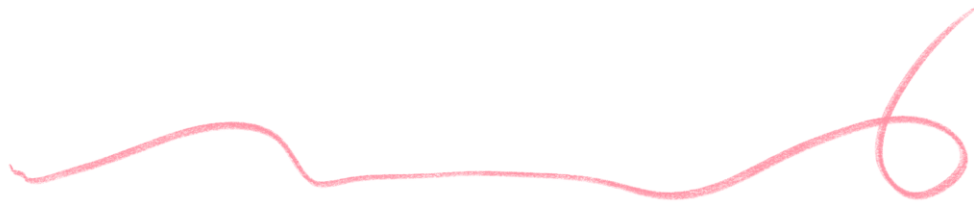
	Taux de pauvreté au seuil de 60% (%)	Médiane sur la sous-population pauvre au seuil de 60% (€)	Intensité de la pauvreté au seuil de 60%
Toulouse	12,8	10 160 €	0,198
Occitanie	16,8	10 080 €	0,204
France métropolitaine	14,5	10 130 €	0,200

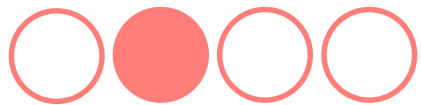
Source : Insee – Filosofi

Si le taux de pauvreté de la zone d'emploi de Toulouse (qui présente la part des ménages dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du revenu disponible médian national) apparaît significativement inférieur à celui observé en moyenne en Occitanie et en France métropolitaine (12,8 % contre 16,8 % en Occitanie et 14,5 % en France métropolitaine), il demeure malgré tout relativement élevé.

De surcroît, le revenu médian de la population pauvre apparaît localement plutôt supérieur à ce que l'on observe en moyennes (10 160 € contre 10 080 € en Occitanie et 10 130 € en France Métropolitaine) et l'intensité de la pauvreté y apparaît plus modérée (c'est-à-dire que les pauvres apparaissent localement moins pauvres qu'en moyennes).

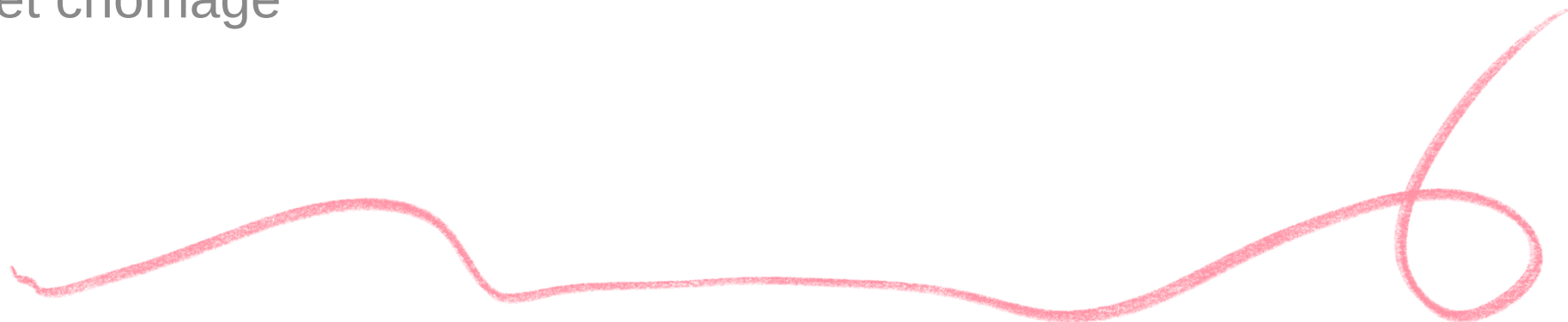
Ces indicateurs sont plutôt favorables et caractéristiques d'un niveau de cohésion sociale avantageux avant la crise du Covid.

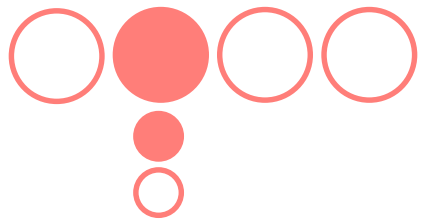




Dynamique de l'emploi et du chômage dans la zone d'emploi de Toulouse

Emploi et chômage





Dynamique de l'emploi dans la zone d'emploi

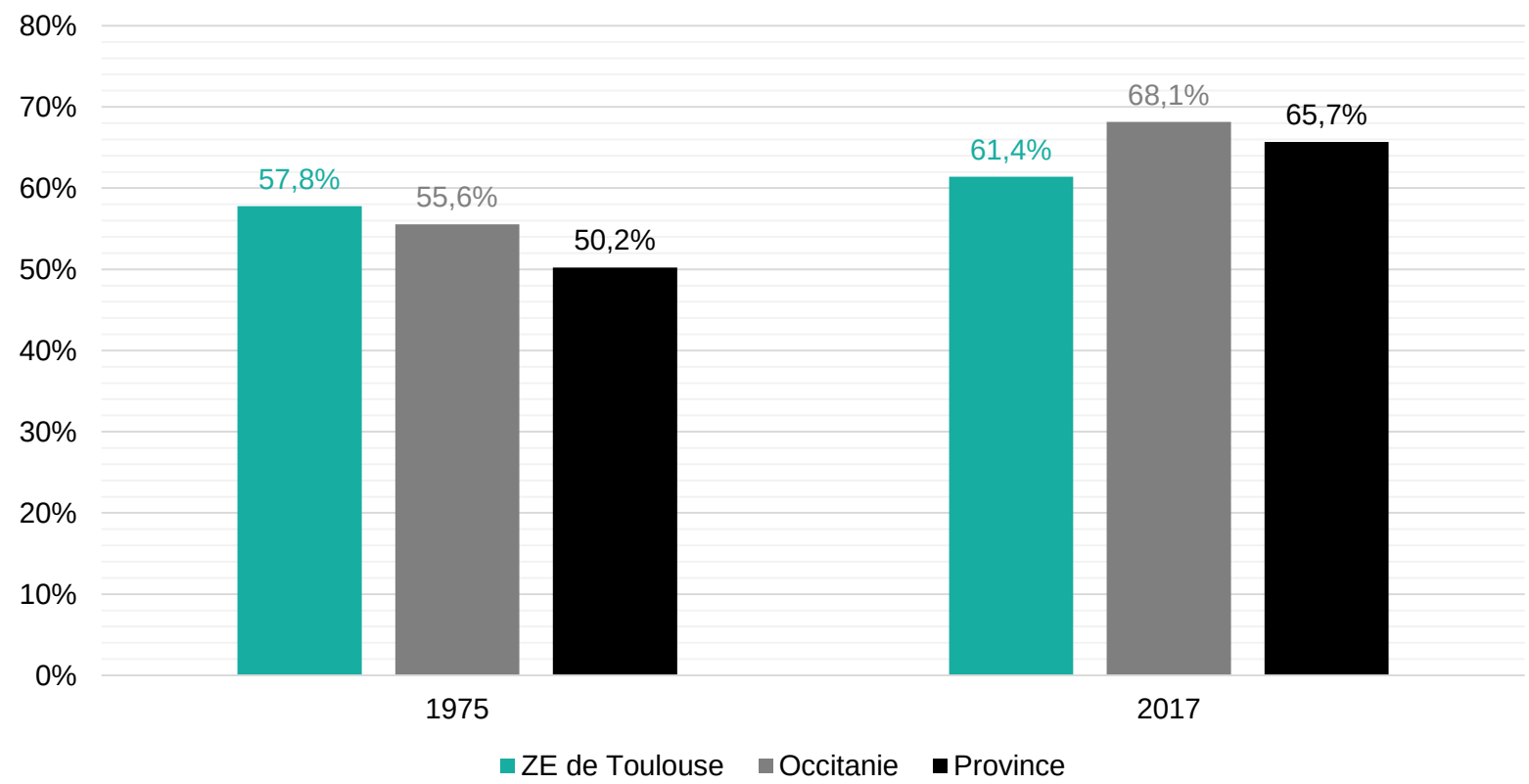
Analyse rétrospective de long et court terme et suivi des premiers impacts de la crise



Dynamique économique des territoires avant crise

Une transformation du tissu productif sur le temps long

Part des emplois présents dans l'emploi total en 1975 et 2017



Le tissu productif de la ZE de Toulouse a vu sa vocation présente légèrement s'affirmer entre 1975 et 2017.

Doté d'un profil de spécialisation particulièrement présente dans les années 70 (57,8 % de l'emploi appartenait à la sphère présente contre 55,6 % en Occitanie et 50,2 % en province en 1975), le tissu économique local a enregistré une véritable « explosion » de ses emplois présents durant la période (119,1 % de croissance contre 91,6 % en Occitanie et 62,5 % en province) tandis que son tissu productif concurrentiel enregistrait une dynamique lui-aussi absolument remarquable dans un contexte régional porteur (+12 %) mais national tendanciellement à la baisse (-14,3 %).

Le dynamisme supérieur de la sphère présente a ainsi contribué à accentuer le poids des emplois présents dans l'emploi et à conforter l'orientation présente du tissu malgré le dynamisme absolument exceptionnel et singulier du tissu productif concurrentiel.

Néanmoins, compte tenu du développement de la sphère productive, le poids de la sphère présente locale (61,4 %), bien qu'en croissance, apparaît en 2017 inférieur à ce qui s'observait en moyennes en Occitanie (68,1 %) et en province (65,7 %), traduisant une dépendance un peu moins marquée du territoire à la consommation qu'en moyennes.

Mise en perspective de la dynamique de l'emploi présent et productif exportateur entre 1975 et 2017

	Sphère productive		Sphère présente		Total	
ZE de Toulouse	119 959	88,6%	220 655	119,1%	340 615	106,2%
Occitanie	75 698	12,0%	720 837	91,6%	796 536	56,3%
Province	-1 153 834	-14,3%	5 079 252	62,5%	3 925 417	24,3%

Source : Insee – RP

Dynamique économique des territoires avant crise

Capacité de résilience à la « Grande récession »

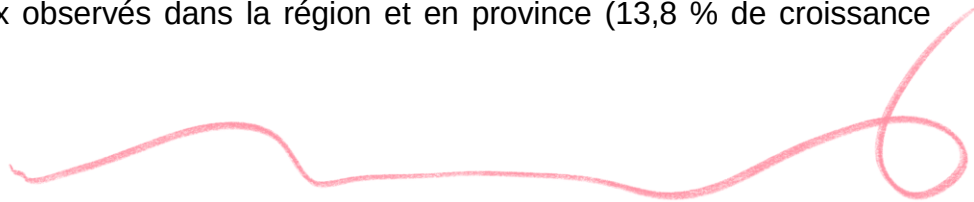
Mise en perspective de la dynamique de l'emploi salarié privé du territoire avec la moyenne nationale durant la « Grande récession » (2007-2019)

	2007 - 2009		2009 - 2011		2011-2014		2014-2019		2007-2019	
ZE de Toulouse	325	0,1%	8 782	2,1%	12 894	3,0%	60 238	13,8%	92 338	22,8%
Occitanie	-22 922	-1,8%	9 749	0,8%	268	0,0%	118 716	9,2%	125 684	9,8%
Province	-534 527	-3,0%	113 289	0,7%	-151 694	-0,9%	1 148 547	6,7%	731 612	4,2%

Source : URSSAF

La dynamique de création d'emplois salariés privés entre 2007 et 2019 à l'échelle de la ZE de Toulouse a été tout fait remarquable. Plus de 92 000 emplois salariés privés ont été créés, soit une croissance de 22,8 % dans un contexte national redevenu porteur (+ 4,2 %) et régional lui aussi en forte hausse (+ 9,8 %). Cette progression n'a bien sûr pas été linéaire sur l'ensemble de la période, affectée par des cycles récessifs plus ou moins prononcés ou dynamisées par des phases de reprises macro-économiques plus ou moins fortes. On pourra effectivement observer que :

- entre 2007 et 2009, cycle récessif impulsé par la crise financière internationale, le territoire a enregistré une stagnation de ses emplois salariés privés dans un contexte régional et national particulièrement baissier. En d'autres mots, il a particulièrement résisté au premier choc récessif de la « Grande récession » ;
- entre 2009 et 2011, période de reprise macro-économique, le territoire rebondit plus intensément qu'en moyennes au niveau régional et national (+ 2,1 % de croissance contre respectivement + 0,8 % en Occitanie et + 0,7 % en province) ;
- entre 2011 et 2014, second choc récessif impulsé par la crise des dettes souveraines cette fois-ci, le territoire continue de résister en créant des emplois à un rythme très soutenu (+ 3 %) dans un contexte régional en stagnation (0 %) et national défavorable (- 0,9 %) ;
- entre 2014 et 2019, période d'embellie qui semblait marquer la sortie définitive de la crise avant le démarrage de celle impulsée par le Covid 19, le territoire enregistre une très forte progression de ses effectifs, à un rythme sensiblement supérieur à ceux observés dans la région et en province (13,8 % de croissance contre respectivement + 9,2 % Occitanie et + 6,7 % en province).



Dynamique économique des territoires avant crise

Capacité de résilience à la « Grande récession »

Evolution trimestrielle de l'emploi salarié privé depuis le démarrage de la crise du Covid (4^{ème} trimestre 2019 – 4^{ème} trimestre 2020)

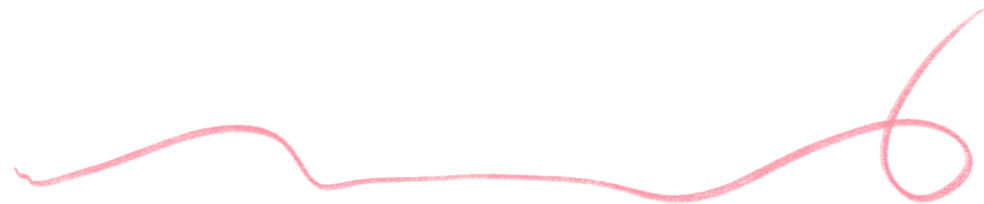
	T4 2019 – T1 2020		T1 2020 – T2 2020		T2 2020 – T3 2020		T3 2020 – T4 2020		T4 2019 – T4 2020	
ZE de Toulouse	-8 531	-1,7%	-1 637	-0,3%	4 200	0,9%	-4 668	-1,0%	-10 636	-2,1%
Province	-471 916	-2,5%	-145 238	-0,8%	342 650	1,9%	-36 156	-0,2%	-310 660	-1,7%

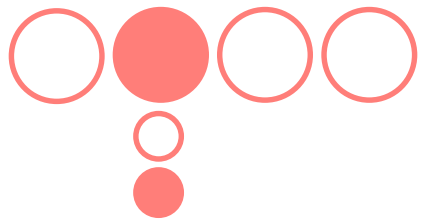
Source : URSSAF

Le tissu productif de la ZE de Toulouse a donc fait preuve d'une très forte capacité de résilience lors des deux chocs récessifs de 2007-2009 et 2011-2014 et d'une très forte capacité de rebond en phases de reprise. Qu'en est-il avec la crise actuelle ?

La réaction du tissu économique local à la crise du Covid semble différer de celle observée lors des cycles précédents. Si le territoire a été plus modérément impacté aux 1^{er} trimestre et 2nd trimestre qu'en moyenne en province, il a cependant fait preuve d'une moindre capacité de rebond lors de la reprise observée au 3^{ème} trimestre (+ 0,9 % de croissance contre + 1,9 % en province) et a subi plus lourdement les effets du redémarrage de la crise au 4^{ème} trimestre (- 1 % contre - 0,2 % en province). Ainsi, sur l'ensemble de la période, entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 4^{ème} trimestre 2020, la zone d'emploi de Toulouse a subi un niveau des pertes d'emplois salariés privés plus intenses qu'en moyenne en province (- 2,1 % contre - 1,7 % de baisse), soit plus de 10 600 emplois salariés privés perdus...

Cette dynamique est révélatrice d'une capacité de résilience qui semble s'être érodée sur la période et d'une capacité de rebond plus modeste que lors des épisodes de reprise précédents. La sortie de crise étant encore loin, ce constat est évidemment provisoire. Il sera déterminant de procéder à une mise à jour régulière de ces données pour évaluer avec plus de certitudes le comportement du tissu économique local face à cette crise sans précédent.





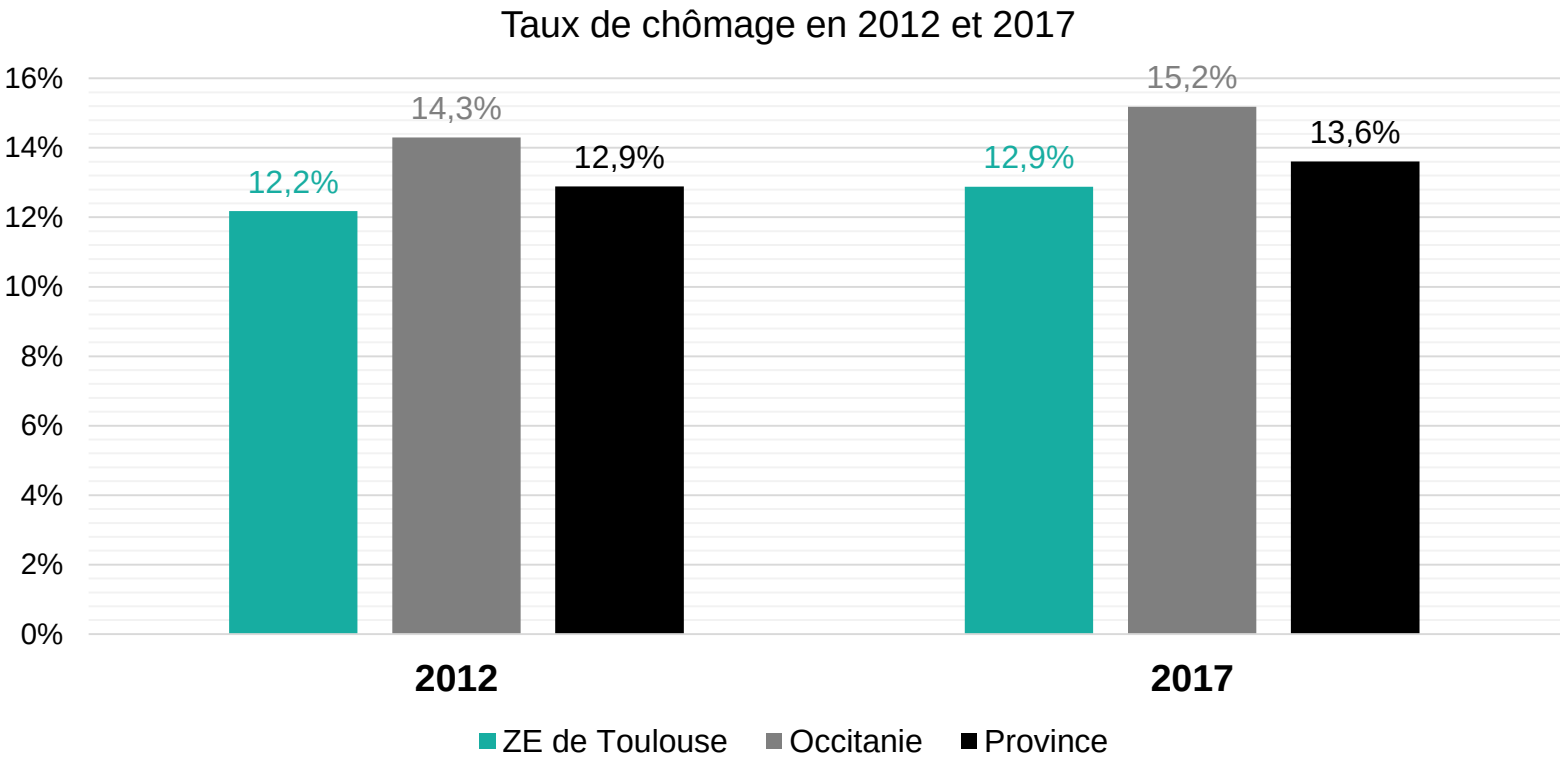
Dynamique du chômage dans la zone d'emploi

Analyse rétrospective de long terme et suivi des premiers impacts de la crise



Intensité du chômage dans la zone d'emploi et évolution de la population active

Une appréciation de l'intensité de chômage et de l'impact de la démographie sur le marché du travail



L'intensité du chômage (appréhendée ici de manière conventionnelle par un taux de chômage calculé à l'aide des données du recensement de la population de l'Insee) apparaît structurellement inférieure aux moyennes régionale et de province (en 2017, il était de 12,9 % contre 15,2 % en Occitanie et 13,6 % en province).

On relèvera néanmoins qu'en dépit de l'exceptionnelle dynamique économique dont a profité le territoire avant crise et bien qu'inférieure aux moyennes de comparaison, l'intensité du chômage restait élevée (plus de 10 %).

Comme partout ailleurs, le taux de chômage local a progressé entre 2012 et 2017. Cette progression est le produit d'une rapide augmentation du nombre de chômeurs (+ 12,6 % contre + 9,5 % en Occitanie et + 6,4 % en province) alimentée par une progression rapide de la population active (+ 6,4 % de croissance contre + 3,1 % en Occitanie et + 0,8 % en province).

Evolution du nombre de chômeurs entre 2012 et 2017

	Evo. actifs 15-64 ans		Evo. chômeurs	
Toulouse	44 876	6,4%	10 712	12,6%
Occitanie	78 388	3,1%	34 142	9,5%
Province	190 729	0,8%	195 599	6,4%

Source : Insee - Recensement de la population



Evolution de la demande d'emploi durant la « Grande récession » et la période de reprise d'avant crise

Dynamique de la demande d'emploi entre 2007 et 2019

Mise en perspective de la dynamique de la demande d'emploi du territoire avec la moyenne nationale durant la « Grande récession » (2007-2019)

	2007 - 2009		2009 - 2011		2011-2014		2014-2019		2007-2019	
ZE de Toulouse	16 705	22,1%	7 735	7,9%	29 805	28,1%	5 385	4,0%	65 470	86,4%
Occitanie	67 445	22,1%	33 035	8,4%	109 695	25,8%	49 035	9,2%	278 615	91,1%
Province	637 005	24,2%	189 095	5,5%	831 515	23,0%	353 445	7,9%	2 170 260	82,4%

Source : Dares

Champ : DEFM de catégorie ABC

L'analyse des données de la Dares sur l'évolution de la demande d'emploi en fin de mois (DEFM de catégories ABC) entre 2007 et 2019 révèlent sensiblement les mêmes tendances que celles établies à partir du recensement. La progression du nombre de DEFM de la ZE de Toulouse entre 2007 et 2019 a été très rapide et supérieure à la tendance observée en moyenne en province (+ 86,4 % contre 91,1 % en Occitanie et + 82,4 % en province).

On pourra objecter que ce résultat est plutôt contre intuitif compte tenu de la dynamique de créations d'emploi tout à fait favorable qui a été enregistrée sur la même période à l'échelle du territoire (cf. supra). Mais les choses ne sont pas aussi simples qu'elles en ont l'air.

Au niveau territorial, et avant la crise du Covid (peut-être les choses changeront avec celle-ci), les variables qui expliquent le mieux la dynamique du chômage sont la démographie et la mobilité des actifs. Sur la démographie tout d'abord : le volume d'actifs à intégrer sur le marché du travail constitue la variable clef. Plus il est important et dynamique, plus la concurrence entre actifs pour trouver un travail devient rude. Une bonne dynamique économique peut parfois ne pas suffire à absorber à un rythme suffisant les nouvelles populations à la recherche d'un travail. C'est pour cette raison essentiellement que les plus intenses progressions du chômage s'observent ces dernières années plutôt sur les territoires attractifs et démographiquement et économiquement dynamiques que dans ceux marqués par un certain déclin économique. Sur la mobilité ensuite, on l'oublie trop souvent mais les territoires ne fonctionnent pas comme des Etats nations avec des frontières relativement étanches. C'est pour cette raison que l'emploi d'un territoire est souvent massivement occupé par des actifs qui vivent dans un autre. Tout comme inversement, une part significative des actifs d'un territoire peut aller travailler dans un autre. Ce mécanisme élémentaire explique que de nombreux territoires très performants sur le plan économique affichent un dysfonctionnement profond de leur marché du travail (taux de chômage élevé, forte croissance de la demande d'emploi...). La Plaine de France en Seine Saint Denis en est peut-être l'exemple le plus caricatural. Et inversement, qu'un certain nombre d'entre eux bénéficient d'un fonctionnement de leur marché du travail tout à fait favorable en dépit d'une dynamique de création d'emplois défavorable.

La zone d'emploi de Toulouse figure ainsi parmi les territoires à la dynamique contre-intuitive, marquée par une forte dynamique économique qui se couple à une forte détérioration du marché du travail local.

Mesure des premiers impacts de la crise

Les impacts de la crise sur le marché du travail - 4^{ème} trimestre 2019 / 3^{ème} trimestre 2020

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi toutes catégories depuis le démarrage de la crise du Covid (4^{ème} trimestre 2019 – 4^{ème} trimestre 2020)

	T4 2019 – T1 2020		T1 2020 – T2 2020		T2 2020 – T3 2020		T3 2020 – T4 2020		T4 2019 – T4 2020	
ZE de Toulouse	-260	-0,2%	5200	3,3%	3230	2,0%	3740	2,2%	11910	7,0%
France métropolitaine	-4 970	-0,1%	156 520	2,5%	-9 860	-0,2%	126 540	2,0%	268 230	4,2%

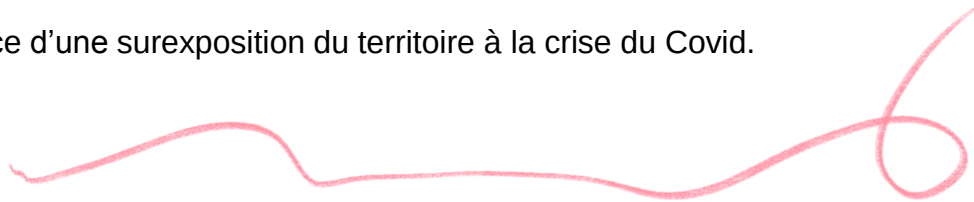
Source : Dares

Comment le marché du travail de la ZE de Toulouse a-t-il réagi à la crise du Covid ? Il a été très sensiblement plus impacté qu'en moyenne au niveau national avec une progression de plus de 11 900 demandeurs d'emploi en seulement un an, soit une croissance de + 7 % contre + 4,2 % au niveau national.

Si l'on décompose cette courte période par trimestre, on observera que :

- la baisse des DEFM a été plus forte localement qu'en moyenne au 1^{er} trimestre. Plus modérément impacté en terme d'emplois dès la dernière quinzaine de mars, le marché du travail semble avoir plutôt bien résisté au 1^{er} trimestre ;
- la crise a commencé à déstabiliser le marché du travail local au second trimestre, de manière plus intense qu'en moyenne en France métropolitaine (+ 3,3 % contre + 2,5 %) ;
- le déconfinement, qui s'est traduit par un redémarrage de l'activité au niveau national mais aussi local n'a pas eu d'influence positive localement : le territoire continue d'enregistrer une rapide progression de ses demandeurs d'emploi alors qu'ils tendaient à diminuer au niveau national (+ 2 % contre - 0,2 %) ;
- enfin, avec le second confinement, le dernier trimestre apparaît encore défavorable : la demande d'emploi continue de progresser à un rythme plus intense localement qu'en moyenne.

L'observation de la dynamique de la demande d'emploi toutes catégories est ainsi à nouveau révélatrice d'une surexposition du territoire à la crise du Covid.



Mesure des premiers impacts de la crise

Les impacts de la crise sur le marché du travail - 4^{ème} trimestre 2019 / 3^{ème} trimestre 2020

La crise du Covid 19 a sans doute plus encore que les crises précédentes frappé les populations les plus fragiles, notamment les jeunes et les travailleurs précaires. Il est pour cette raison intéressant de procéder à une analyse de la dynamique de la demande d'emploi par catégories.

Le tableau ci-dessous permet d'observer la dynamique des demandeurs d'emploi de catégorie A, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi qui n'ont pas travaillé dans le mois et qui sont en recherche active d'emploi, durant l'année 2020. On notera que sur l'ensemble de la période observée, entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 4^{ème} trimestre 2020, leur progression a été extrêmement rapide (+ 12,5 %) et sensiblement supérieure à la tendance nationale (+ 7,4 %). Si le territoire a affiché une bonne capacité de résistance lors du 1^{er} trimestre (cf. la stagnation des DEFM A contre une progression de + 1,8 % au niveau national), le nombre de DEFM de catégorie A a progressé à un rythme très rapide lors du 2^{ème} trimestre (+ 19,4 % de croissance contre 16,2 % au niveau national) et baissé à un rythme modéré au 3^{ème} trimestre (- 2,1 % de baisse contre - 7,6 % au niveau national). On relèvera a contrario que le 4^{ème} trimestre semble avoir été plus profitable au territoire : la baisse des DEFM de catégorie A a été de - 2,2 % contre - 1,1 % au niveau national.

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi de catégorie A depuis le démarrage de la crise du Covid (4^{ème} trimestre 2019 – 4^{ème} trimestre 2020)

	T4 2019 – T1 2020		T1 2020 – T2 2020		T2 2020 – T3 2020		T3 2020 – T4 2020		T4 2019 – T4 2020	
ZE de Toulouse	0	0,0%	16 010	19,4%	-2 100	-2,1%	-2 140	-2,2%	11 770	12,5%
France métropolitaine	59 830	1,8%	555 150	16,2%	-304 030	-7,6%	-39 930	-1,1%	271 020	7,4%

Source : Dares

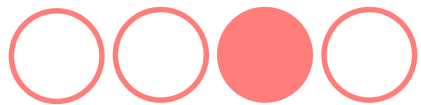
Les travaux de la Dares sur les impacts de la crise ont permis de montrer qu'une part significative de la progression de la demande d'emploi de catégorie A durant la crise a été alimentée par des demandeurs d'emploi de catégories B & C, c'est-à-dire ceux qui travaillaient moins ou plus de 78 heures dans le mois. Confrontés à la perte de leur emploi précaire, les DEFM B&C sont venus alimenter le bataillon des DEFM de catégorie A. Cette « opération de vases communicants » semble s'être produite de manière un peu moins prononcée à l'échelle de la zone d'emploi toulousaine, notamment au 3^{ème} trimestre qu'en moyenne au niveau national. On pourra malgré tout observer que lorsque le nombre de DEFM B&C s'effondre localement, celui des DEFM A s'accroît très fortement et inversement, lorsqu'il augmente, celui des DEFM A diminue sensiblement.

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi de catégorie B&C depuis le démarrage de la crise du Covid (4^{ème} trimestre 2019 – 4^{ème} trimestre 2020)

	T4 2019 – T1 2020		T1 2020 – T2 2020		T2 2020 – T3 2020		T3 2020 – T4 2020		T4 2019 – T4 2020	
ZE de Toulouse	-720	-1,3%	-9 620	-17,0%	7 780	16,6%	2 610	4,8%	50	0,1%
France métropolitaine	-83 350	-3,9%	-350 290	-17,0%	392 120	22,9%	36 120	1,7%	-5 400	-0,3%

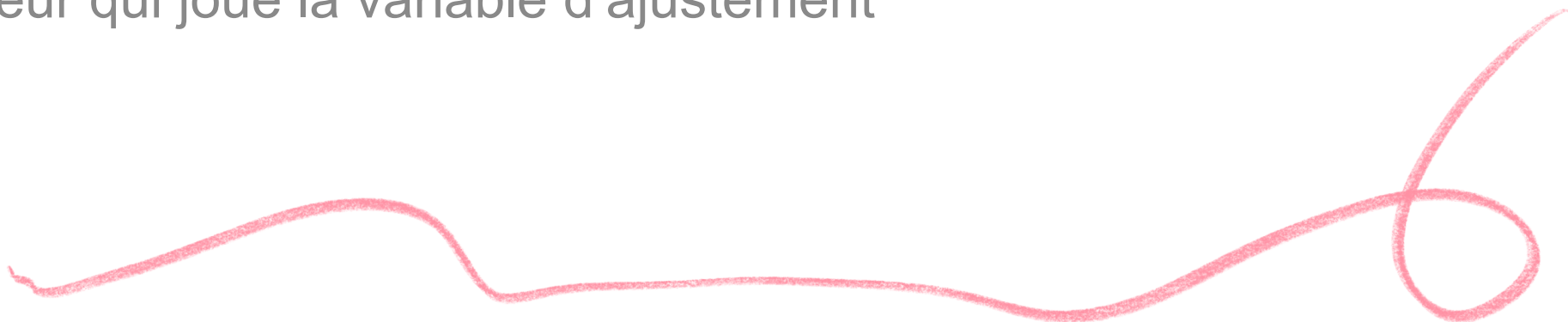
Source : Dares

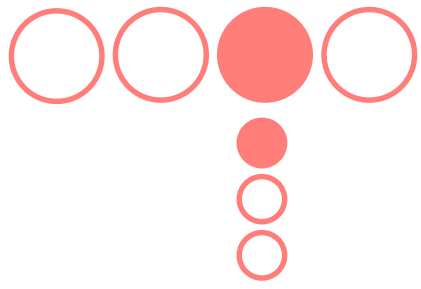
L'intensité prononcée des mouvements intercatégoriels de demandeurs d'emploi durant la crise à l'échelle du territoire semble bien être le produit d'une polarisation particulièrement aiguë des effets de la crise sur les travailleurs les plus fragiles, notamment les intérimaires qui ont fait figure de véritables variables d'ajustement au plus fort de la crise (2^{ème} trimestre) et du rebond (3^{ème} trimestre). Il est à cet égard évident que le secteur de l'intérim jouera un rôle important localement pour contrecarrer la hausse sensible du chômage.



Dynamique de l'emploi intérimaire dans la zone d'emploi de Toulouse

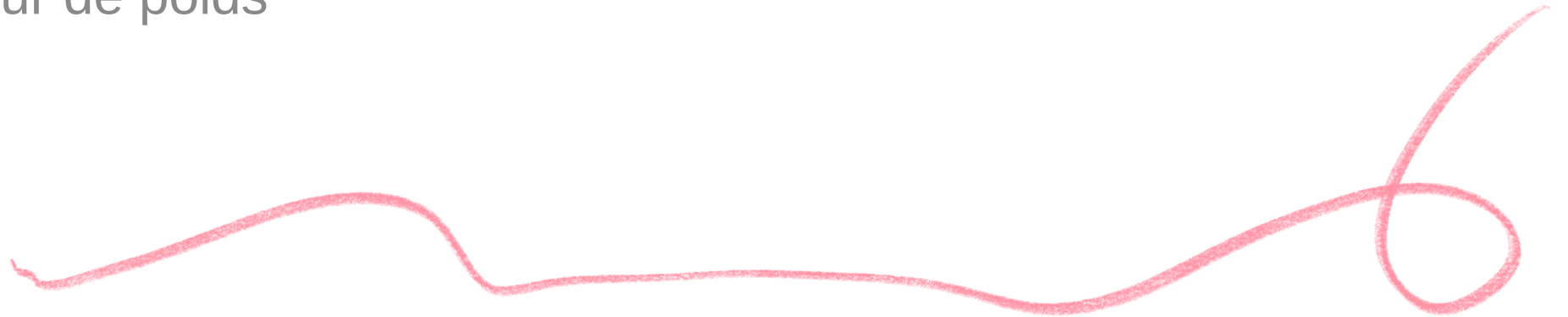
Un secteur qui joue la variable d'ajustement





L'intérim dans l'emploi du territoire avant la crise

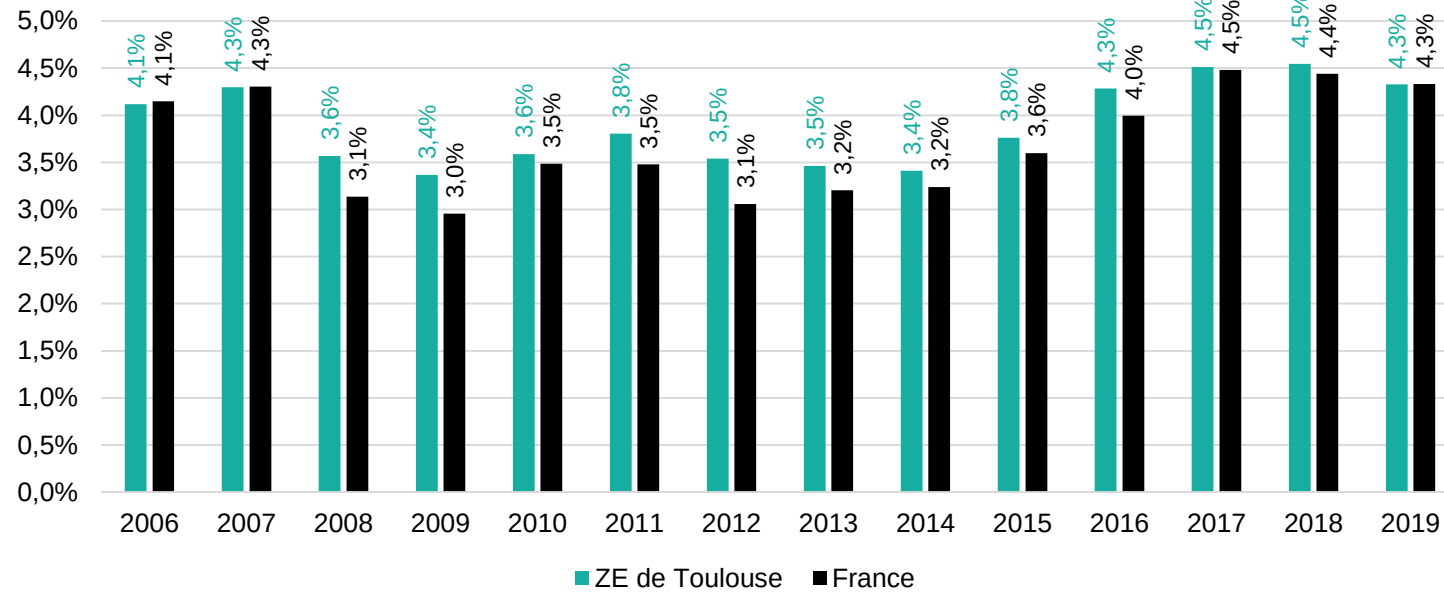
Un acteur de poids



Dynamique de l'emploi intérimaire avant la crise

Le poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié privé local

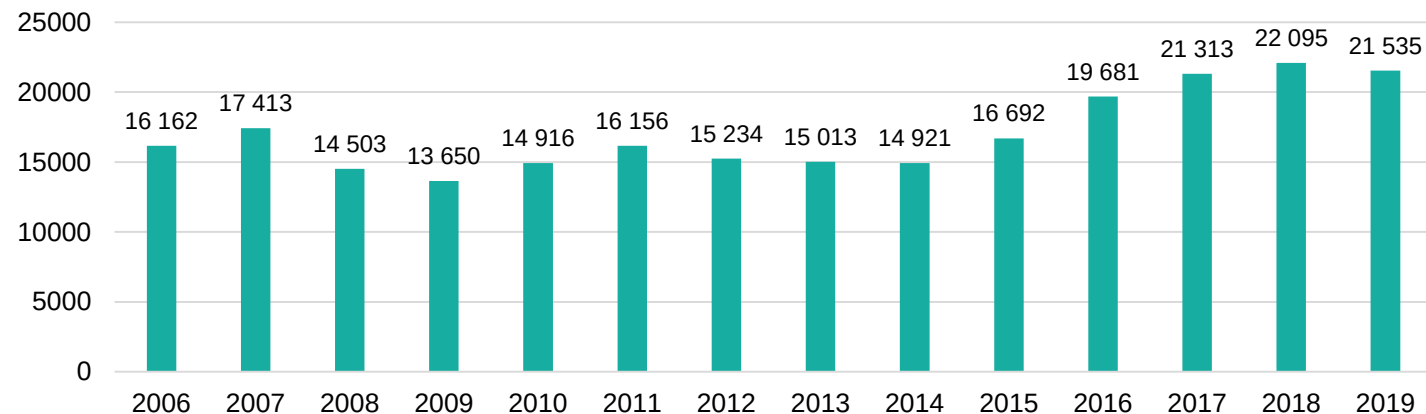
Poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié privé



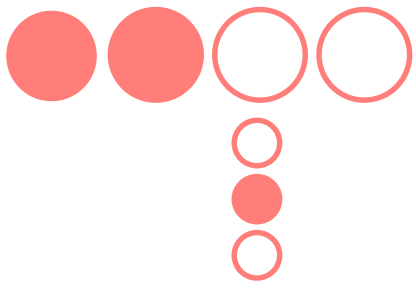
L'Acoess permet de disposer d'informations statistiques sur le volume d'emplois salariés privés au 31 décembre de chaque année depuis 2006 au niveau de nomenclature d'activité le plus fin, la NAF732. Parmi les secteurs d'activité, figure le secteur *Activités des agences de travail temporaire* qui permet d'apprécier, en cohérence avec le volume d'emplois salariés privés, le poids des emplois intérimaires.

S'il ne s'agit pas ici de prétendre comptabiliser avec précision le poids de l'intérim dans l'emploi du territoire, il est intéressant de constater qu'en dehors de la période de crise qui s'est globalement étendue de 2008 à 2015, le secteur pèse d'un poids dans l'emploi salarié privé assez conforme à celui observé au niveau national.

Evolution du nombre d'emplois intérimaires recensé par les Urssaf au 31/12 de chaque année depuis 2006 dans la zone d'emploi



En tendance, les données nous montrent la forte volatilité de l'emploi intérimaire qui a subi lourdement les effets de la crise de 2008 (crise financière) et de 2011 (crise des dettes souveraines). Il a entamé son redressement à partir de 2015 pour dépasser son niveau maximal de 2007 à partir de 2016. Il aura fallu 9 ans pour que le stock d'emplois intérimaires d'avant la « Grande récession » se reconstitue. On notera cependant que ses effectifs avaient entamé une nette décrue dès avant le démarrage de la crise (entre 2008 et 2009).



Caractéristiques des intérimaires du territoire

Une approche à l'individu au lieu de résidence : l'approche parcours



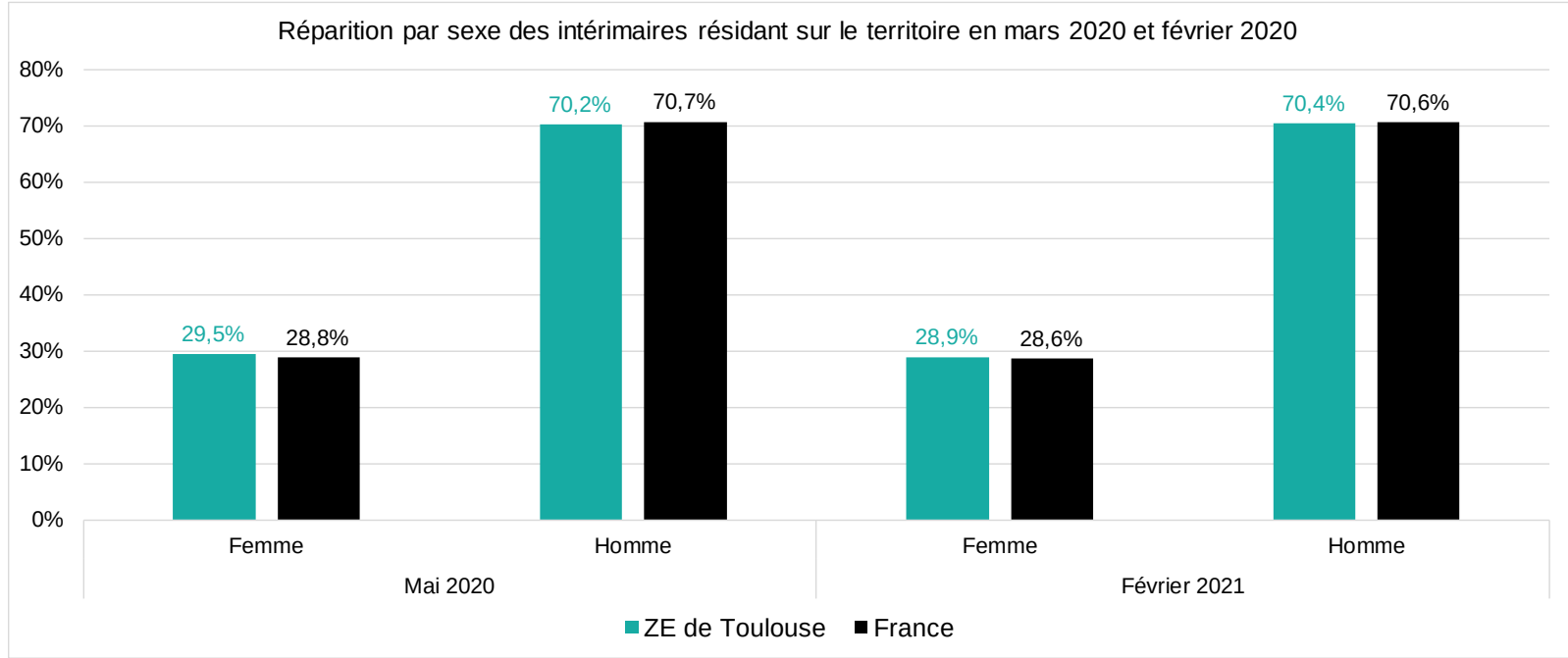
Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

Par sexe : un profil marqué par une surreprésentation des hommes

Répartition des intérimaires par sexe en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020			Février 2021		
	Femme	Homme	Inconnu	Femme	Homme	Inconnu
ZE de Toulouse	1 602	3 815	18	2 012	4 895	48
France	229 837	563 182	3 671	314 936	776 843	9 028

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement



Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Avertissement : en raison d'une certaine instabilité des données dans le courant de l'année 2020, nous ne procéderons qu'à une mise en perspective temporelle de la structure des intérimaires entre mai 2020 et février 2021 dans ce chapitre.

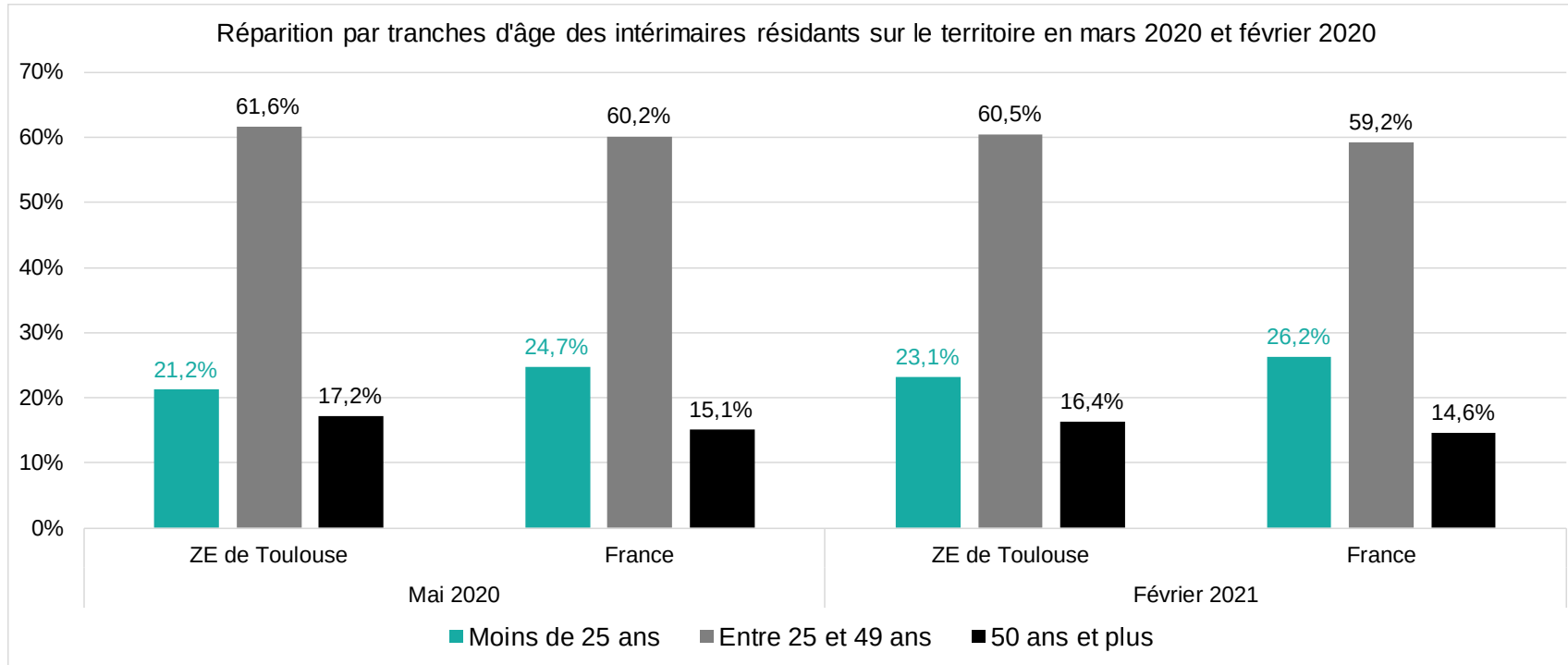
La proportion de femmes parmi les intérimaires résidants dans la zone d'emploi de Toulouse apparaît conforme à ce que l'on peut observer au niveau national : 28,8 % des intérimaires qui résident sur le territoire sont des femmes contre 28,6 % en moyenne à l'échelle nationale.

On remarquera que la part des femmes dans la population intérimaire a diminué de manière légèrement plus prononcée qu'au niveau national.

Le profil type de l'intérimaire local reste encore, comme au niveau national, très masculin.

Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

Par âge : un profil marqué par une surreprésentation des jeunes



Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

La structure par âge des intérimaires qui résident sur le territoire se distingue de celle observée au niveau national par le niveau de vieillissement plus avancé de ces derniers.

Si la part des intérimaires de 25-50 ans apparaît localement plutôt proche de celle observée à l'échelle nationale, celle des jeunes s'élève localement à 23,1 % contre 26,2 % en moyenne tandis que celle des plus de 50 ans s'élève à 16,4 % contre 14,6 % (données au 1^{er} février 2020).

On constatera néanmoins que la part des moins de 25 ans a augmenté alors que celle des plus de 50 ans a diminué, suivant en cela la tendance nationale.

Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

Répartition des intérimaires en fonction du temps de travail dans le mois

Répartition des intérimaires en fonction du temps de travail dans le mois en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020		Février 2021	
	ZE de Toulouse	France	ZE de Toulouse	France
Moins de 7h	9,2%	8,7%	6,7%	7,0%
entre 7h et 21h	7,6%	7,7%	7,3%	6,9%
entre 21h et 35h	6,9%	6,7%	6,1%	6,0%
entre 35h et 70h	15,7%	15,1%	13,4%	13,6%
entre 70h et 105h	13,2%	13,6%	14,2%	13,2%
Plus de 105h	47,4%	48,4%	52,3%	53,2%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

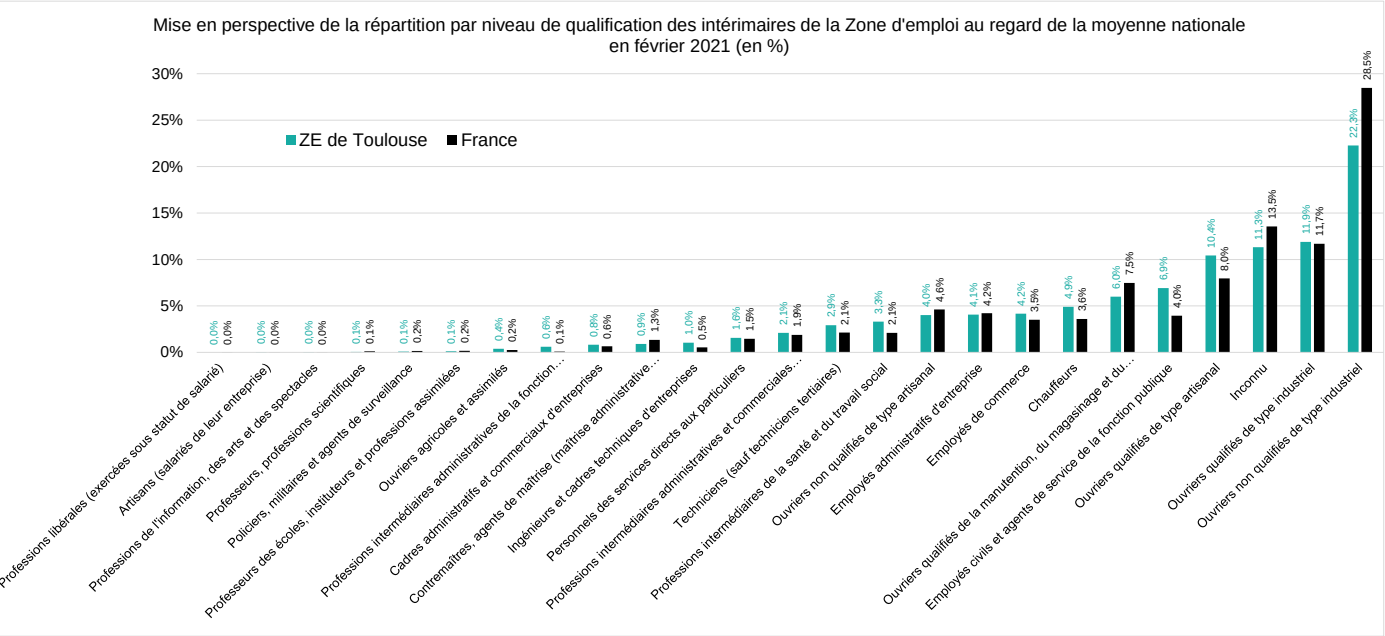
La répartition des intérimaires du territoire en fonction de leur temps de travail mensuel apparaît relativement conforme à ce que l'on peut observer au niveau national.

Parmi les faits les plus notables, on pourra observer que :

- la part des intérimaires ayant travaillé moins de 7 heures demeure localement légèrement inférieure à la moyenne en février 2021 (6,7 % contre 7 % au niveau national) alors qu'elle lui était supérieure en mai 2020 (9,2 % contre 8,7 %) ;
- en février 2021, plus de la majorité des intérimaires du territoire travaille plus de 105 heures par mois (52,3 % contre 53,2 % en moyenne au niveau national alors que leur part n'était « que » de 47,4 % en mai 2020) ;
- en tendance, on observera que la répartition des intérimaires a sensiblement évolué avec la crise dans la zone d'emploi. Si la part des intérimaires travaillant un nombre d'heures réduit dans le mois a plutôt eu tendance à diminuer (particulièrement ceux travaillant moins de 7 heures), celle des intérimaires travaillant plus de 105 heures a fortement augmenté. Elle reste cependant moins élevée qu'en moyenne (52,3 % contre 53,2 %).

Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

Répartition des intérimaires en fonction de leur niveau de qualification



Il convient d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de la répartition des intérimaires par niveau de qualification à l'échelle de la ZE de Toulouse dans la mesure où la catégorie *Inconnu* pèse d'un poids encore relativement élevé. Elle regroupe à elle seule un peu plus de 11 % de la population intérimaire de la zone d'emploi en février 2021. En dépit de ce biais, il reste malgré tout possible de disposer d'ordres de grandeur robustes pour analyser le profil en qualification de la population intérimaire qui réside sur le territoire de la zone d'emploi et observer son évolution depuis mai 2020.

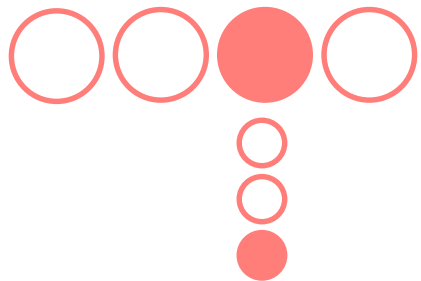
- Les deux tableaux ci-contre permettent d'observer les faits suivants :
- le niveau de qualification *Ouvriers non qualifiés de type de industriel* est de très loin le plus représenté localement. Il regroupe plus de 22 % de la population intérimaire de la zone d'emploi. C'est néanmoins nettement moins que ce que l'on observe en moyenne au niveau national (28,5 %) ;
 - Arrive ensuite le niveau *Ouvriers qualifiés de type industriel* qui concentre 11,9 % de la population intérimaire locale en février 2021, soit une part conforme à celle observée en moyenne (11,7 %) ;
 - viennent ensuite les niveaux *Ouvriers qualifiés de type artisanal* (10,4% de la population intérimaire contre 8 % au niveau national) et dans une moindre mesure *Employés civils et agents de service de la fonction publique* (6 % contre 4 %) et *Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage...* (6 % contre 7,5 %).

La structure en qualification de la population intérimaire de la zone d'emploi semble avoir assez peu évolué avec la crise. A l'exception du niveau de qualification *Ouvriers qualifiés de type industriel* dont la part a baissé d'un point entre mai 2020 et février 2021, aucun niveau de qualification n'a vu son poids évoluer de manière sensible sur la période.

Part et évolution du poids de la population intérimaire par niveau de qualification entre mai 2020 et février 2021 (en %)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE Toulouse	Evo. France
Ouvriers non qualifiés de type industriel	22,0%	22,3%	0,3%	-0,5%
Ouvriers qualifiés de type industriel	12,9%	11,9%	-1,0%	-0,4%
Inconnu	12,3%	11,3%	-1,0%	-1,8%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	9,8%	10,4%	0,7%	1,2%
Employés civils et agents de service de la fonction publique	5,4%	6,9%	1,6%	0,8%
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	6,8%	6,0%	-0,8%	-0,5%
Chauffeurs	4,7%	4,9%	0,2%	0,0%
Employés de commerce	4,0%	4,2%	0,1%	0,0%
Employés administratifs d'entreprise	3,9%	4,1%	0,2%	0,3%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	3,5%	4,0%	0,5%	0,7%
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	2,4%	3,3%	0,9%	0,4%
Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	3,4%	2,9%	-0,5%	-0,2%
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	2,4%	2,1%	-0,3%	0,0%
Personnels des services directs aux particuliers	1,2%	1,6%	0,4%	0,4%
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	1,8%	1,0%	-0,8%	-0,1%
Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	1,1%	0,9%	-0,2%	-0,1%
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	1,2%	0,8%	-0,3%	-0,1%
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	0,2%	0,6%	0,4%	0,1%
Ouvriers agricoles et assimilés	0,8%	0,4%	-0,4%	-0,2%
Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%
Policiers, militaires et agents de surveillance	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%
Professeurs, professions scientifiques	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
Artisans (salariés de leur entreprise)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professions de l'information, des arts et des spectacles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement



Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Une approche par mission au lieu de l'agence



Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en volume d'heures)

Répartition du volume d'heures travaillées suivant la durée des missions en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020		Février 2020	
	ZE de Toulouse	France	ZE de Toulouse	France
Moins de 1j	5,0%	5,1%	3,0%	2,5%
1j à 1 semaine	10,8%	14,9%	15,3%	16,9%
1 semaine à 2 semaines	6,1%	7,8%	12,2%	13,0%
2 semaines à 1 mois	19,7%	22,6%	28,7%	28,6%
1 à 3 mois	15,7%	17,0%	26,5%	24,8%
3 à 6 mois	10,8%	7,7%	5,8%	5,9%
6 à 12 mois	13,2%	11,5%	3,1%	2,9%
+ de 12 mois	18,8%	13,4%	5,5%	5,5%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

En février 2021, plus de la moitié du volume d'heures intérimaires de la zone d'emploi est réalisée dans le cadre de missions d'une durée comprise entre 2 semaines et 1 mois (28,7 %) et de 1 à 3 mois (26,5 %). Soit des proportions au global plutôt supérieures à celles observées au niveau national (55,1 % contre 53,4 %).

Le poids de l'activité réalisée en missions « longues » (plus de 3 mois) apparaît localement plutôt conforme à celui observé au niveau national (elle représentent 14,4 % du volume d'heures travaillées dans la zone d'emploi contre 14,3 % au niveau national).

En revanche, les missions « courtes » (moins de 2 semaines), pèsent dans la zone d'emploi d'un poids inférieur de presque deux points à la moyenne nationale (30,4 % contre 32,3 %).

En tendance, on relèvera surtout que, comme au niveau national, la part des missions « longues » dans l'activité intérimaire de la zone d'emploi s'est littéralement effondrée avec la crise, passant de 42,8 % en mai 2020 à 14,4 % en février 2021.



Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution de la part des intérimaires en CDI Intérimaires entre mai 2020 et février 2021

Poids et évolution de la part des intérimaires en CDI Intérimaires en mai 2020 et février 2021

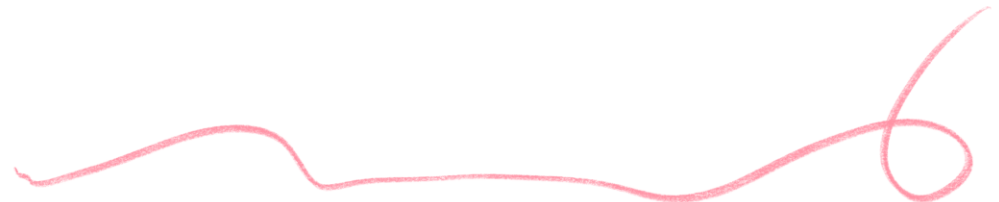
	Mai 2020	Février 2021	Evo. Mai 2020 - Février 2021
ZE de Toulouse	5,2%	3,5%	-1,7%
Occitanie	6,3%	4,6%	-1,7%
France	6,4%	5,2%	-1,2%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Lecture : En février 2021, la part des intérimaires de la ZE en CDI dans la population intérimaire s'élevait à 3,5 % contre 5,2 % en France. Elle a diminué de - 1,7 point de % sur la période...

Nettement inférieure à la moyenne nationale, la part des intérimaires en CDI de la zone d'emploi a sensiblement diminué entre mai 2020 et février 2021 (- 1,7 point contre - 1,2 point au niveau national).

Leur part est ainsi passée de 5,2 % à 3,5 % et demeure moins élevée que dans la région Occitanie et au niveau national.



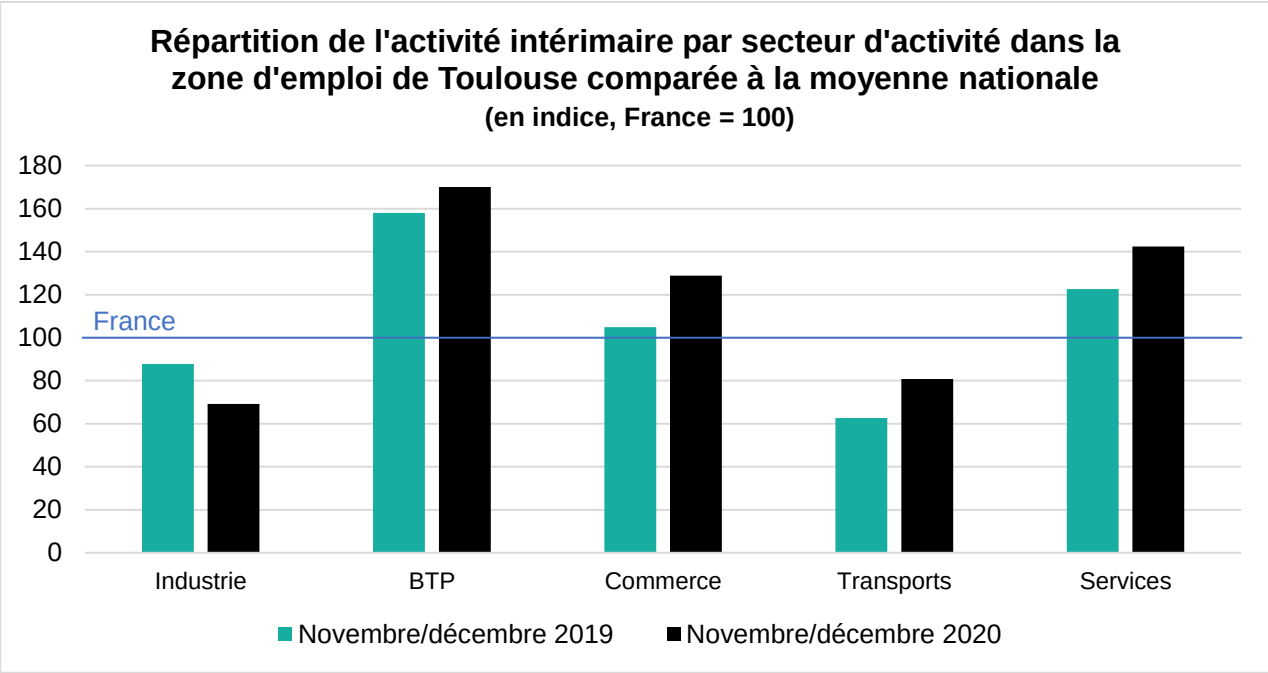
Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution du poids de l'activité intérimaire par secteur d'activité durant la crise (en équivalent temps plein)

Evolution de l'activité intérimaire par rapport au même mois de l'année précédente entre 2019 et 2020 (en volume d'heures rapporté en équivalent temps plein)

	Novembre/décembre 2019		Novembre/décembre 2020	
	ZE de Toulouse	France	ZE de Toulouse	France
Industrie	38,0%	43,4%	28,8%	41,6%
BTP	20,1%	12,7%	20,1%	11,8%
Commerce	10,6%	10,1%	12,1%	9,4%
Transports	10,4%	16,6%	17,8%	22,0%
Services	20,9%	17,0%	21,3%	15,0%

Source : Baromètre Prism'emploi



Source : Baromètre Prism'emploi

La structure sectorielle de l'activité intérimaire à l'échelle de la zone d'emploi de Toulouse se distingue sensiblement de celle observée en moyenne à l'échelle nationale :

- que ce soit avant ou depuis le démarrage de la crise, l'activité intérimaire dans **l'Industrie** apparaît sous-représentée au regard de la moyenne nationale. Elle représente « seulement » 28,8 % de l'activité intérimaire dans la zone d'emploi contre 41,6 % au niveau national en novembre/décembre 2020. On notera qu'elle a subi un recul de 10 points contre un peu moins de 2 points au niveau national entre novembre/décembre 2019 et novembre/décembre 2020 ;
- en dépit de la forte progression de sa part relative, la part du volume d'heures travaillées dans le secteur **Transports** à l'échelle de la ZE de Toulouse reste sensiblement inférieure à celle observée en moyenne en France ;
- a contrario, la part relative du **BTP** dans l'activité intérimaire apparaît localement bien supérieure à ce que l'on observe au niveau national, que ce soit avant ou pendant la crise ;
- enfin, le poids relatif des secteurs du **Commerce** (12,1 % contre 9,4 %) et des **Services** (21,3 % contre 15 %) dans l'activité intérimaire locale apparaît supérieure à la moyenne nationale.

Sous le poids de la crise, la structure sectorielle de l'activité intérimaire de la ZE de Toulouse a été légèrement modifiée entre novembre/décembre 2019 et novembre/décembre 2020 : si la part de l'activité intérimaire dans l'industrie a diminué sensiblement, elle a fortement progressé pour le Commerce, les Transports et les Services.

On perçoit sans doute ici l'influence de la mise à l'arrêt de l'industrie aéronautique qui, confrontée à un ralentissement historique de son activité, a réduit la voilure en matière d'intérim.

Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en équivalent temps plein)

Evolution de l'activité intérimaire par rapport au même mois de l'année précédente entre 2019 et 2020 (en volume d'heures rapporté en équivalent temps plein)

	janv-20	févr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Total – ZE de Toulouse	-7,0%	2,2%	-45,8%	-35,8%	-32,4%	-33,5%	-33,1%	-32,9%	-37%	-33,8%
Total - France	-7,0%	-4,7%	-47,2%	-38,8%	-25,9%	-19,4%	-16,0%	-10,2%	-14,4%	-11,5%
Industrie – ZE de Toulouse	-20,6%	-5,6%	-30,4%	-43,5%	-44,4%	-48,4%	-54,1%	-49,1%	-50%	-52,7%
Industrie - France	-14,2%	-9,0%	-47,8%	-43,1%	-31,1%	-24,2%	-20,7%	-14,9%	-16,0%	-17,1%
BTP - ZE de Toulouse	11,1%	6,9%	-64,7%	-36,7%	-26,1%	-16,4%	-11,8%	-20,1%	-35%	-35,7%
BTP - France	0,5%	-1,1%	-61,0%	-37,6%	-25,0%	-13,3%	-17,9%	-15,6%	-19,7%	-18,7%
Commerce - ZE de Toulouse	-11,6%	7,6%	-39,8%	-16,6%	-14,4%	-3,5%	-5,9%	-13,8%	-35%	-16,6%
Commerce - France	-2,9%	-3,8%	-43,6%	-29,4%	-15,8%	-8,6%	-8,8%	-6,8%	-26,3%	-11,0%
Transports - ZE de Toulouse	-10,8%	1,1%	-50,9%	-31,3%	-23,5%	-22,8%	-6,7%	-18,5%	2%	18,1%
Transports - France	3,0%	4,2%	-25,4%	-18,8%	-11,1%	-11,7%	7,6%	15,0%	13,8%	17,0%
Services - ZE de Toulouse	13,2%	10,4%	-57,3%	-30,3%	-26,9%	-35,3%	-34,6%	-33,5%	-35%	-33,7%
Services - France	-1,0%	-2,2%	-53,3%	-48,3%	-30,5%	-24,8%	-24,4%	-15,5%	-24,7%	-22,3%

Source : Baromètre Prism'emploi

Note : Les données de mars et avril ne sont pas présentées pour des raisons méthodologiques

Les données fournies par Prism'emploi permettent de réaliser une première analyse des impacts de la crise sur l'activité intérimaire à l'échelle de la zone d'emploi de Toulouse.

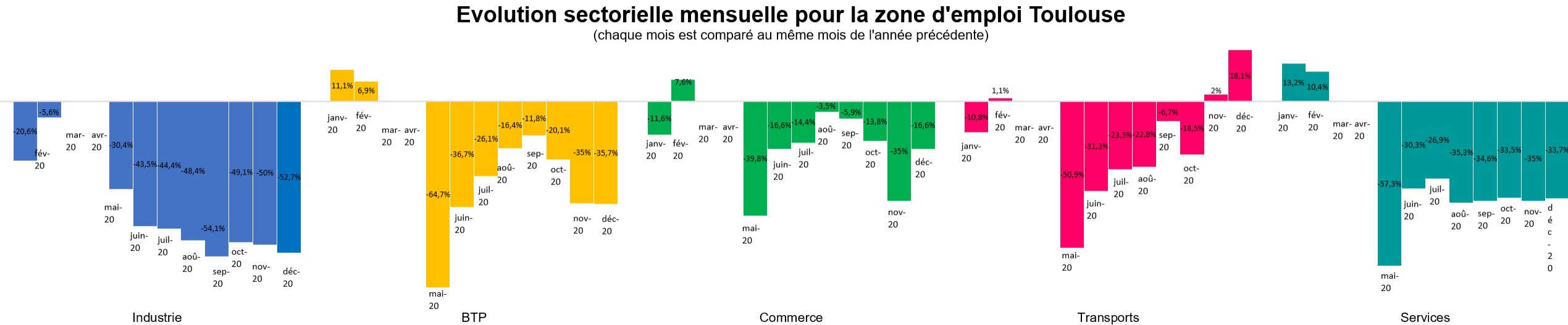
Si la baisse de l'activité est constante entre les mois de l'année 2020 et ceux de 2019 (hormis pour février), on notera qu'elle apparaît plus intense localement qu'en moyenne au niveau national à partir de juillet 2020. Comme au niveau national, le ralentissement de l'activité a atteint son paroxysme durant les mois de mai et de juin, conséquence évidente du premier confinement et aux mois de novembre et de décembre (période durant laquelle l'activité intérimaire locale apparaît plus de deux fois plus impactée qu'au niveau national).

Sur le plan sectoriel, on relèvera les faits suivants :

- tous les secteurs d'activité ont été fortement impactés ;
- hormis pour le secteur transports, les deux derniers mois de l'année ont été catastrophiques pour l'activité intérimaire locale, quel que soit le secteur d'activité ;
- l'activité dans le secteur de l'Industrie, après avoir plutôt résisté au mois de mai au regard de la tendance nationale (- 30,4 % de baisse contre - 47,8 %), s'enfonce littéralement ;
- le volume d'heures travaillées dans le secteur du BTP a lui aussi subi des baisses plus importantes localement qu'en moyenne, notamment en novembre et en décembre ;
- a contrario, les volumes d'heures travaillées dans le secteur du commerce ont subi des rythmes de baisse plutôt moins intenses qu'en moyenne, exceptés pour les deux derniers mois de l'année ;
- l'activité dans le secteur des transports, plutôt sur-impactée avant novembre, retrouve un certain élan sur les deux derniers mois de l'année contrairement aux autres secteurs d'activité ;
- enfin, le volume d'activité dans le secteur des services apparaît nettement plus impacté localement depuis le mois d'août qu'en moyenne au niveau national.

Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en équivalent temps plein)



La vue d'ensemble de la dynamique sectorielle de l'activité intérimaire dans le courant de l'année 2020 nous permet de percevoir plus aisément les impacts de la crise à l'échelle des zones d'emploi et de distinguer des trajectoires sectorielles spécifiques.

- l'activité intérimaire dans l'**industrie**, a enregistré une trajectoire très nette marquée par une baisse progressive et importante tout au long des mois de l'année ;
- l'activité intérimaire dans le **BTP** a enregistré une trajectoire en « U inversé » légèrement asymétrique à cause de l'énorme chute d'activité enregistrée au mois de mai. La baisse a ensuite ralenti entre juin et septembre pour atteindre son plancher avant de redémarrer et d'atteindre son plateau haussier en novembre et en décembre à un niveau proche de celui observé en juin ;
- l'activité intérimaire dans le **commerce** a également suivi une trajectoire en « U inversé » avec une baisse d'activité qui ralentit progressivement de mai à juin et redémarre en intensité à partir de septembre pour atteindre son pic en novembre. On relèvera néanmoins le ralentissement de la baisse en décembre ;
- l'activité intérimaire dans le secteur des **transports** a enregistré une trajectoire originale significative d'une amélioration constante au fil de l'année : marquée par une baisse très forte en mai, elle profite d'un ralentissement constant de celle-ci au fil des mois (de juin à septembre) avant une légère réaccélération qui débouchera à partir de novembre sur un accroissement de l'activité au regard de l'année précédente pour les deux derniers mois de l'année ;
- l'activité intérimaire dans le secteur des **services** a suivi une trajectoire particulièrement constante : en dehors d'un pic à la baisse très marqué en mai, le niveau de baisse va se maintenir de manière constante à un niveau élevé aux alentours de 30-35 % durant le reste de l'année.

Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Les principaux secteurs d'activité (à la nomenclature d'activité la plus fine – NAF700) dans lesquels travaillent les intérimaires de la zone de l'emploi

Les secteurs d'activité qui généraient le plus d'activité intérimaire dans la zone d'emploi en février 2021 (en % du volume d'heures)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Toulouse	Evo. France
Inconnu	18,9%	18,3%	-0,6%	-2,3%
Activités des agences de travail temporaire	7,4%	4,8%	-2,6%	-2,8%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	3,6%	4,2%	0,5%	0,5%
Construction aéronautique et spatiale	15,3%	2,7%	-12,6%	-0,7%
Construction d'autres bâtiments	1,9%	2,6%	0,7%	0,3%
Travaux d'installation électrique dans tous locaux	1,2%	2,6%	1,4%	1,0%
Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	0,9%	1,8%	0,9%	0,6%
Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	0,7%	1,7%	1,1%	0,4%
Activités hospitalières	0,8%	1,4%	0,6%	0,1%
Transports routiers de fret interurbains	1,3%	1,4%	0,1%	0,1%
Activités des sièges sociaux	1,1%	1,4%	0,3%	0,0%
Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	1,0%	1,4%	0,3%	0,0%
Travaux de peinture et vitrerie	0,7%	1,4%	0,6%	0,4%
Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac...	0,1%	1,3%	1,2%	0,0%
Hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement médicalisé	1,3%	1,3%	0,0%	0,0%
Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	1,1%	1,2%	0,1%	0,0%
Ingénierie, études techniques	1,2%	1,1%	-0,1%	0,2%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	0,6%	1,1%	0,6%	-0,1%
Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	1,1%	1,1%	0,0%	0,0%
Construction de routes et autoroutes	0,8%	1,1%	0,2%	-0,2%
Travaux de plâtrerie	0,4%	1,1%	0,6%	0,2%
Centrales d'achat alimentaires	0,7%	1,0%	0,3%	-0,1%
Construction de réseaux électriques et de télécommunications	0,8%	1,0%	0,2%	0,1%
Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	0,7%	1,0%	0,3%	0,1%
Transports routiers de fret de proximité	0,9%	1,0%	0,1%	0,0%
Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	1,0%	1,0%	0,0%	-0,1%
Fabrication de préparations pharmaceutiques	1,0%	1,0%	-0,1%	-0,5%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Note : Les secteurs d'activité sont classés par ordre décroissant du volume d'heures travaillées en février 2021. Ne sont retenus ici que les principaux secteurs observés à l'échelle de la ZE

Lecture : 4,8 % du volume d'activité intérimaire comptabilisée dans la ZE en février 2021 était concentrée dans le secteur Activités des agences de travail temporaire...

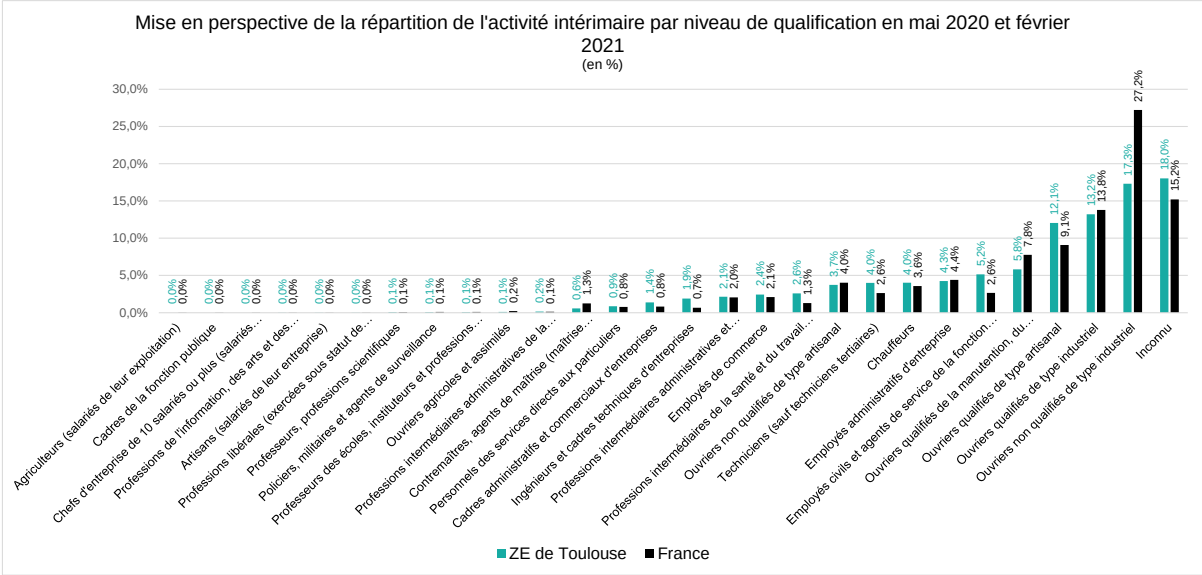
Il est possible grâce aux données de l'OIR et de la base de données S2H, de disposer d'une analyse sectorielle plus fine de l'activité intérimaire durant la crise. S'il convient là encore d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de la répartition de l'activité intérimaire par secteurs d'activité à l'échelle de la ZE dans la mesure où la catégorie *Inconnu* pèse d'un poids élevé, elles nous permettent de disposer d'ordres de grandeur robustes.

Le tableau ci-contre nous permet d'observer que :

- derrière le secteur *Activités des agences de travail temporaire*, c'est le secteur d'activité *Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment* qui concentre le plus important volume d'heures travaillées en février 2021 à l'échelle de la zone d'emploi. On notera que sa part dans le volume d'heures travaillées a progressé localement à un rythme conforme à la tendance nationale entre mai 2020 et février 2021 ;
- viennent derrière, dans des proportions assez proches, 3 secteurs d'activité :
 - *Construction aéronautique et spatiale*, dont le poids s'est littéralement effondré avec la crise (le poids de ce secteur dans le volume d'heures travaillées est passé de 15,3 % en mai 2020 à 2,7 % en février 2021) ;
 - *Construction d'autres bâtiments* ;
 - *Travaux d'installation électrique dans tous locaux*.

Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

Volume d'activité intérimaire par qualification



Evolution de la part de l'activité intérimaire par niveau de qualification dans la ZE de Lille entre mai 2020 et février 2021 (volume d'heures en %)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Toulouse	Evo. France
Inconnu	15,9%	18,0%	2,1%	-0,9%
Ouvriers non qualifiés de type industriel	14,5%	17,3%	2,8%	-0,8%
Ouvriers qualifiés de type industriel	15,8%	13,2%	-2,5%	0,3%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	10,3%	12,1%	1,8%	2,2%
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	5,7%	5,8%	0,1%	-0,7%
Employés civils et agents de service de la fonction publique	4,4%	5,2%	0,8%	0,3%
Employés administratifs d'entreprise	4,8%	4,3%	-0,6%	-0,1%
Chauffeurs	3,6%	4,0%	0,4%	0,0%
Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	5,0%	4,0%	-1,0%	-0,3%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	3,0%	3,7%	0,7%	0,7%
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	2,3%	2,6%	0,3%	0,1%
Employés de commerce	1,9%	2,4%	0,5%	-0,1%
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	3,5%	2,1%	-1,3%	-0,2%
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	4,5%	1,9%	-2,6%	-0,1%
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	2,7%	1,4%	-1,3%	-0,1%
Personnels des services directs aux particuliers	0,9%	0,9%	0,0%	0,1%
Contrôleurs, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	0,7%	0,6%	-0,1%	-0,1%
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	0,0%	0,2%	0,2%	0,1%
Ouvriers agricoles et assimilés	0,2%	0,1%	-0,1%	-0,2%
Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%
Policiers, militaires et agents de surveillance	0,1%	0,1%	0,0%	-0,1%
Professeurs, professions scientifiques	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%
Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Artisans (salariés de leur entreprise)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professions de l'information, des arts et des spectacles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Agriculteurs (salariés de leur exploitation)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Cadres de la fonction publique	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus (salariés de leur entreprise)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Note : Les qualifications sont classées par ordre décroissant du volume d'heures travaillées en février 2021 à l'échelle de la ZE

Toujours grâce aux données de l'OIR et de la base de données S2H, il est également possible de disposer d'une analyse de la répartition de l'activité intérimaire par niveau de qualification (avec les mêmes réserves méthodologiques que précédemment).

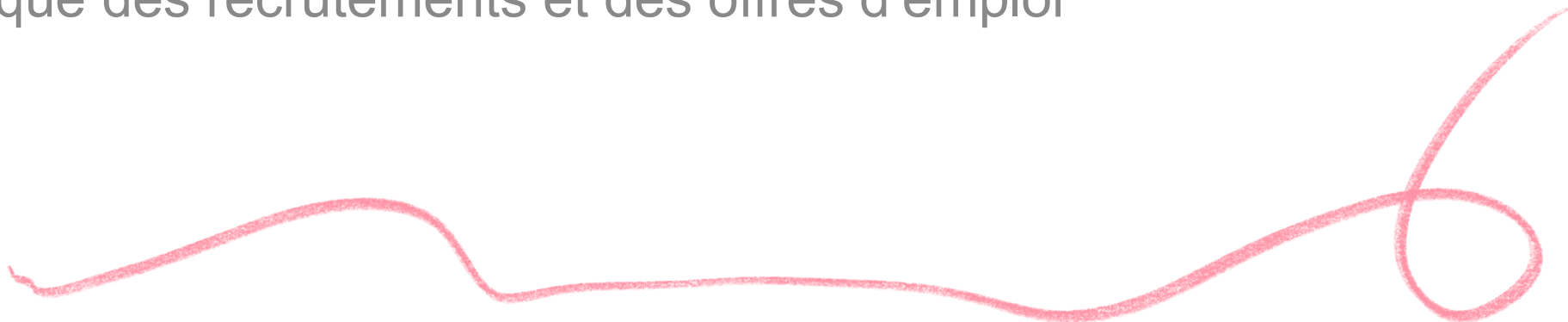
Les deux tableaux ci-contre nous permettent d'observer les faits suivants :

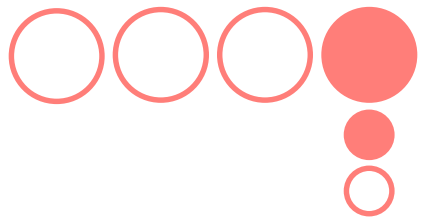
- le niveau de qualification le plus recherché en intérim sur la ZE de Toulouse demeure de loin le niveau *Ouvriers non qualifiés de type industriel* qui concentre 17,3 % des heures travaillées en intérim en février 2021, soit une part néanmoins très sensiblement inférieure à celle observée au niveau national (27,2 %) ;
- arrive en seconde position le niveau *Ouvriers qualifiés de type industriel* qui concentre 13,2 % de l'activité intérimaire locale contre 13,8 % au niveau national ;
- puis les niveaux de qualification *Ouvriers qualifiés de type artisanal*, plutôt surreprésenté avec 12,1 % de la population intérimaire contre 9,1 % au niveau national, *Ouvriers qualifiés de la manutention...* (5,8 % contre 7,8 %) et *Employés civils et agents de service de la fonction publique* (5,2 % contre 2,6 %) ;
- la structure en qualification de l'activité intérimaire locale a sensiblement évolué avec la crise. Sa transformation a été portée :
 - d'un côté, par la baisse sensible du poids des *Ouvriers qualifiés de type industriel* et plus modérée des *Ouvriers qualifiés de type artisanal* ;
 - de l'autre, par une progression significative de la part des *Ouvriers non qualifiés de type industriel* (+ 2,8 % contre - 0,8 % au niveau national) et des *Ouvriers qualifiés de type artisanal* (+ 1,8 % contre + 2,2%).



Quelles perspectives pour une éventuelle relance du marché du travail local

Dynamique des recrutements et des offres d'emploi





Les métiers les plus recherchés par les entreprises du territoire depuis le démarrage de la crise

Une approche par les offres d'emploi recensées par Adecco



Dynamique des offres d'emploi depuis le démarrage de la crise

Evolution des offres d'emploi par métier entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3 trimestre 2020

Métiers qui sont les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi recensées au 3^{ème} trimestre 2020 (tous contrats confondus)

Métiers	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020
SUPPORT A L'ENTREPRISE	9 857	10 470	5 917	7 687
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	5 158	5 049	4 240	6 646
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	4 785	4 579	3 084	4 711
INDUSTRIE	5 097	5 511	3 359	3 982
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	4 020	4 268	2 544	3 751
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	3 372	3 767	2 543	3 647
INSTALLATION ET MAINTENANCE	3 140	3 574	2 587	3 617
SANTE	1 668	1 783	1 878	2 484
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	1 483	1 568	789	1 515
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	1 255	1 534	1 163	1 290
SPECTACLE	983	1 050	549	781
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	479	661	464	586
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	359	411	275	309
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	20	25	10	17
Total	41 676	44 250	29 402	41 023

Source : Adecco Analytics

Le nombre d'offres d'emploi recensées par Adecco Analytics à l'échelle de la zone d'emploi de Toulouse a sensiblement diminué entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020. Il est passé de 41 700 au 4^{ème} trimestre 2019 à 41 000 au 3^{ème} trimestre 2020 après s'être littéralement effondré au 2^{ème} trimestre (29 400 offres recensées), soit une baisse de - 1,6 % dans un contexte national pourtant à la hausse (+ 13,1 %).

Au 3^{ème} trimestre, les métiers qui semblent les plus recherchés dans la zone d'emploi sont de très loin les métiers de *Support à l'entreprise* (7 787 offres) et dans une moindre mesure ceux de *Services à la personne et à la collectivité* (6 646 offres), du *Transport et de la logistique* (4 711 offres) et de *l'Industrie* (3 982 offres). Les secteurs *Commerce – vente et grande distribution* et de la *Construction* arrivent derrière avec respectivement 3 751 offres et 3 647 offres.

Evolution du nombre d'offres d'emploi par métier entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020 dans la zone d'emploi (tous contrats confondus)

Métiers	Evolution ZE		Evolution France	
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	1 488	28,8%	46 074	27,9%
SANTE	816	48,9%	36 809	57,7%
INSTALLATION ET MAINTENANCE	477	15,2%	31 547	26,2%
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	275	8,2%	19 853	16,3%
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	107	22,3%	6 918	25,4%
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	35	2,8%	7 807	14,1%
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	32	2,2%	10 941	16,5%
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	-3	-15,0%	37	4,2%
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	-50	-13,9%	1 170	7,8%
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	-74	-1,5%	30 104	18,1%
SPECTACLE	-202	-20,5%	-4 051	-10,1%
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	-269	-6,7%	8 324	5,3%
INDUSTRIE	-1 115	-21,9%	9 382	5,4%
SUPPORT A L'ENTREPRISE	-2 170	-22,0%	-8 293	-2,5%
TOTAL	-653	-1,6%	196 622	13,1%

Source : Adecco Analytics

L'évolution des offres par métier entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020 a été très hétérogène. Si le nombre d'offres d'emploi pour les métiers de *Services à la personne et à la collectivité* (+ 1 488 offres), de *Santé* (+ 816 offres), *Installation et maintenance* (+ 477 offres) et de *Construction* (+ 275 offres) a fortement augmenté, à des rythmes parfois supérieurs à la tendance nationale, d'autres sont plutôt en berne. Notamment les métiers de *Support à l'entreprise* qui, s'ils restent les premiers métiers recherchés sur le territoire, ont connu la plus forte baisse (- 2 170 offres) avec ceux de *Industrie* (- 1 115 offres), *Commerce – vente et grande distribution* (- 269 offres) et *Spectacle* (- 202 offres).

Dynamique des offres d'emploi intérimaires depuis le démarrage de la crise

Evolution des offres d'emploi intérimaires par métier entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3 trimestre 2020

Métiers qui sont les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi recensées au 3^{ème} trimestre 2020 (recrutements en intérim)

Métiers	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	1 556	1 511	1 004	1 793
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	1 190	1 318	972	1 463
INDUSTRIE	1 460	1 546	881	1 056
INSTALLATION ET MAINTENANCE	723	838	565	917
SUPPORT A L'ENTREPRISE	1 093	1 146	477	708
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	363	394	243	382
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	345	298	183	311
SANTE	175	200	217	230
SPECTACLE	246	281	146	165
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	149	146	128	163
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	119	97	41	76
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	66	69	32	59
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	43	63	22	16
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	0	6	2	5
Total	7 528	7 913	4 913	7 344

Source : Adecco Analytics

Qu'observe-t-on si l'on « zoome » sur les offres d'emploi en contrat intérimaire?

Le nombre d'offres d'emploi en intérim recensé par Adecco Analytics à l'échelle de la zone d'emploi de Toulouse a diminué entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020. Il est passé de 7 528 offres au 4^{ème} trimestre 2019 à 7 344 au 3^{ème} trimestre 2020 après avoir fortement chuté au 2^{ème} trimestre (4 913 offres recensées), soit une baisse de - 2,4 % dans un contexte national largement haussier (+ 17,4 %).

Au 3^{ème} trimestre, les métiers en intérim qui semblent les plus recherchés dans la zone d'emploi sont de loin les métiers du *Transport et de la logistique* (1 793 offres), de la *Construction* (1 463 offres), de *l'Industrie* (1 056 offres) et dans une moindre mesure de *Installation et maintenance* (917 offres). On voit que la hiérarchie des métiers recherchés n'est pas exactement la même que pour l'approche agrégée pour tous les types de contrat.

Les métiers qui ont vu leur nombre d'offres en intérim progresser le plus rapidement entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020 sont ceux de la *Construction* (+ 273 offres supplémentaires), du *Transport et logistique* (+ 237 offres supplémentaires) et dans une moindre mesure *d'Installation et de maintenance* (+ 194 offres). Inversement, le nombre d'offres en intérim dans *l'Industrie* (- 404 offres) et *Support à l'entreprise* (- 385 offres) est en chute libre.

Evolution du nombre d'offres d'emploi par métier le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020 dans la zone d'emploi (recrutements en intérim)

Métiers	Evolution ZE		Evolution France	
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	273	22,9%	10 135	22,3%
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	237	15,2%	17 897	35,5%
INSTALLATION ET MAINTENANCE	194	26,8%	10 328	35,8%
SANTE	55	31,4%	6 900	89,2%
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	19	5,2%	1 764	11,8%
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	14	9,4%	1 134	13,6%
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	5		116	70,3%
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	-7	-10,6%	-657	-18,1%
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	-27	-62,8%	-365	-25,3%
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	-34	-9,9%	177	1,2%
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	-43	-36,1%	687	14,0%
SPECTACLE	-81	-32,9%	-2 093	-16,4%
SUPPORT A L'ENTREPRISE	-385	-35,2%	-2 379	-7,8%
INDUSTRIE	-404	-27,7%	4 411	8,4%
Total	-184	-2,4%	48 055	17,4%

Dynamique des offres d'emploi intérimaires depuis le démarrage de la crise

Evolution des offres d'emploi intérimaires par métier détaillé entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 3 trimestre 2020

Métiers qui sont les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi recensées au 3^{ème} trimestre 2020 : une approche plus détaillée (recrutements en intérim)

Métiers détaillés	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	Tx de visibilité T2 2020	Tx de visibilité France T2 2020
PERSONNEL DE CONDUITE DU TRANSPORT ROUTIER	476	466	431	842	58,2%	42,5%
MAGASINAGE, MANUTENTION DES CHARGES ET DEMENAGEMENT	746	715	429	736	17,2%	16,4%
SECOND OEUVRE	369	454	335	541	0,0%	38,5%
TRAVAUX ET GROS OEUVRE	506	506	418	539	0,0%	34,3%
VEHICULES, ENGINs, AERONEFS	377	422	254	429	0,0%	100,0%
SECRETERIAT ET ASSISTANCE	307	336	175	291	0,0%	20,1%
EQUIPEMENTS DE PRODUCTION, EQUIPEMENTS COLLECTIFS	198	260	196	246	63,6%	52,8%
MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX ET OUTILLAGE	403	373	185	240	0,0%	30,7%
BOIS	184	185	125	228	75,0%	65,6%
FORCE DE VENTE	241	235	139	195	0,0%	24,7%
TECHNICIENS DU SPECTACLE	240	277	145	161	0,0%	100,0%
COMPTABILITE ET GESTION	198	200	90	134	35,1%	36,4%
ENTRETIEN TECHNIQUE	30	42	36	129	79,6%	40,5%
SYSTEMES D'INFORMATION ET DE TELECOMMUNICATION	321	301	125	127	0,0%	100,0%
SOINS PARAMEDICAUX	101	112	131	119	0,0%	20,7%
PRODUCTION	107	125	83	114	0,0%	100,0%
NETTOYAGE ET PROPRETE INDUSTRIELS	101	101	62	113	3,8%	5,5%
CONDUITE ET ENCADREMENT DE CHANTIER - TRAVAUX	71	75	52	111	0,0%	45,4%
GRANDE DISTRIBUTION	67	103	67	99	0,0%	8,8%
ENGINS DE CHANTIER	44	68	42	98	0,0%	35,2%
ALIMENTAIRE	37	46	54	88	15,9%	18,0%
CONCEPTION ET ETUDES	133	159	81	88	76,6%	64,3%
CUIR ET TEXTILE	65	73	105	86	100,0%	63,8%
TRAVAUX D'ACCES DIFFICILE	78	79	47	85	0,0%	100,0%
MONTAGE DE STRUCTURES	65	53	43	84	0,0%	50,7%
RESSOURCES HUMAINES	129	177	49	83	0,0%	96,5%
ELECTRONIQUE ET ELECTRICITE	99	105	77	81	25,4%	22,4%
PERSONNEL D'ENCADREMENT	171	151	54	60	39,8%	28,9%
COMMERCE ALIMENTAIRE ET METIERS DE BOUCHE	26	40	29	59	0,0%	5,6%
PERSONNEL SEDENTAIRE DU TRANSPORT FERROVIAIRE ET RESEAU FILO GUIDE	61	71	30	56	0,0%	0,0%
MATERIAUX DE CONSTRUCTION, CERAMIQUE ET VERRE	21	42	29	54	0,0%	100,0%
PREPARATION ET CONDITIONNEMENT	60	54	29	54	0,0%	17,0%
PROPRETE ET ENVIRONNEMENT URBAIN	58	46	27	50	0,0%	14,7%
...						
Total	7 528	7 913	4 913	7 344	-	-

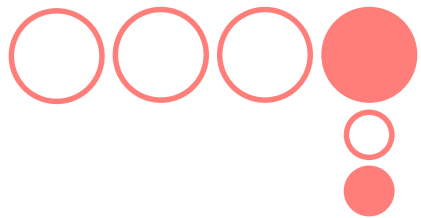
Source : Adecco Analytics
Champ : Plus de 50 offres d'emploi

Le tableau ci-contre offre une représentation des offres d'emploi :

- plus détaillée par métiers ;
- croisée avec leur taux de visibilité à l'échelle de la zone d'emploi mis en perspective avec le niveau national.

Sans rentrer dans les détails du tableau, on observera les faits structurants suivants :

- on retrouve bien parmi les principaux métiers recherchés les métiers du *Transport et de la logistique*, du *BTP* et de *Support à l'entreprise* ; métiers dont les offres apparaissent globalement très peu visibles ;
- le taux de visibilité des offres apparaît extrêmement variable d'un métier à l'autre. Parmi les principaux métiers recherchés, il est nul localement pour les métiers de *Second œuvre*, *Travaux et gros œuvre*, *Véhicules – engins – aéronefs*, *Secrétariat et assistance* et *Mécanique, travail des métaux et outillage*. Ce taux est élevé pour les métiers de *Personnel de conduite du transport routier*, *Equipements de production*, *équipements collectifs* et *Bois*.



Perspectives de recrutements

Une évolution entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020



Evolution des recrutements prévus dans les 12 mois prochains

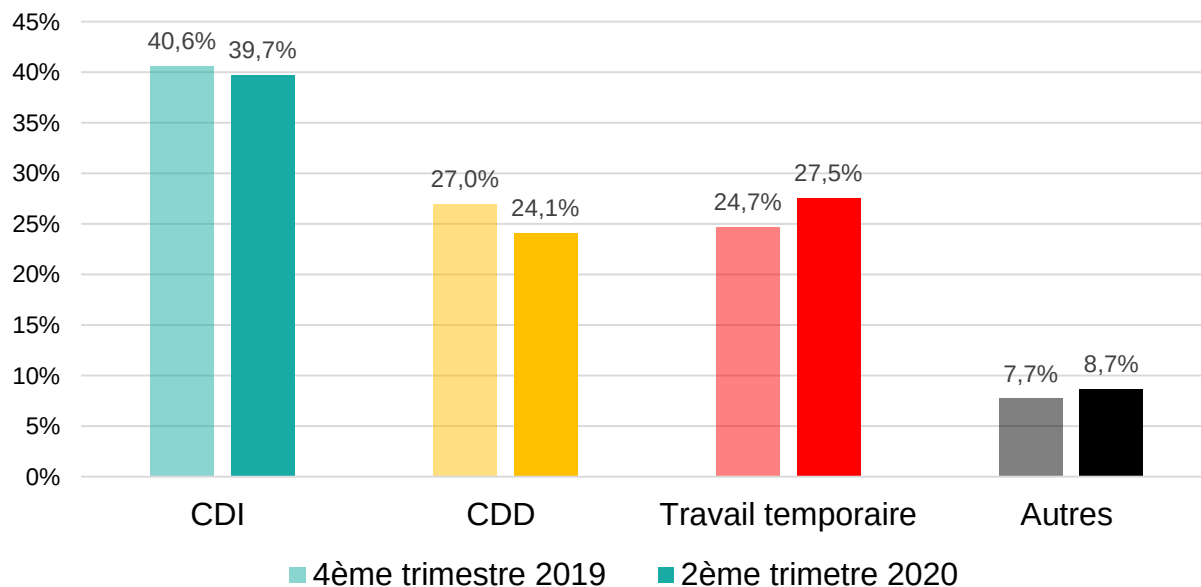
Evolution par types de contrat entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020

Evolution des perspectives de recrutements prévus dans les 12 prochains mois par types de contrat entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020 dans la zone d'emploi

Recrutements en...	4 ^{ème} trimestre 2019	2 ^{ème} trimestre 2020	Evolution	Evo. France
CDI	36 043	23 126	-12 917	-35,8%
CDD	23 912	14 042	-9 870	-41,3%
Travail temporaire	21 885	16 057	-5 828	-26,6%
Autres	6 843	5 063	-1 780	-26,0%
Total	88 682	58 287	-30 395	-34,3%

Source : Adecco Analytics

Répartition des perspectives de recrutements prévus dans les 12 prochains mois par types de contrat au 4^{ème} trimestre 2019 et au 2^{ème} trimestre 2020 dans la zone d'emploi



Source : Adecco Analytics

Sans surprise, les perspectives de recrutements dans les 12 prochains mois estimées à l'échelle de la Zone d'emploi de Toulouse par Adecco Analytics apparaissent très sensiblement en baisse entre le 4^{ème} trimestre 2019 (avant crise) et le 2^{ème} trimestre 2020. Cette baisse apparaît de surcroît plus intense que celle observée au niveau national.

L'analyse par type de contrat est révélatrice de certaines spécificités locales :

- fortement à la baisse, les perspectives locales de recrutements en CDI le sont néanmoins nettement moins qu'au niveau national ;
- les perspectives de recrutements en CDD s'effondrent localement alors qu'elles tendent à plutôt s'améliorer sur la période au niveau national ;
- quant à celles du travail temporaire, elles se détériorent nettement plus sensiblement localement qu'en moyenne.

Alors que le poids des recrutements en CDI dans l'ensemble des recrutements prévus demeure stable malgré leur effondrement (et à un niveau plutôt inférieur à la moyenne nationale : 39,7 % contre 42,2 %), celui des CDD diminue tandis que celui de l'intérim augmente légèrement (24,7 % au 4^{ème} trimestre 2019 contre 27,5 % au 2^{ème} trimestre 2020).

Le rôle de l'intérim, en dépit de perspectives de recrutement plutôt à la baisse, devrait être de plus en plus structurant dans les mois à venir pour relancer le marché du travail local.

Compte tenu du contexte, il serait utile de procéder à une mise à jour régulière de ces informations pour confirmer cette hypothèse.

Les secteurs d'activité qui pourraient recruter dans les mois à venir

Nombre de recrutements envisageables dans les 12 prochains mois

Les secteurs d'activité qui pourraient recruter le plus dans les 12 prochains mois (données au 2^{ème} trimestre 2020)

Secteurs d'activité	T4 2019	T2 2020	Evo. T4 2019 – T2 2020	Evo. France
COMMERCE DE DÉTAIL, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	7 553	7 161	-392	-5,2%
TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS	7 968	5 095	-2 873	-36,1%
COMMERCE DE GROS, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	4 590	3 441	-1 149	-25,0%
RESTAURATION	5 380	3 344	-2 035	-37,8%
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE	2 403	2 568	166	6,9%
ACTIVITÉS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNÉRIE, ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ET ANALYSES TECHNIQUES	3 192	2 510	-681	-21,3%
PROGRAMMATION, CONSEIL ET AUTRES ACTIVITÉS INFORMATIQUES	3 482	2 480	-1 002	-28,8%
TRANSPORTS TERRESTRES ET TRANSPORT PAR CONDUITES	3 762	2 401	-1 361	-36,2%
ACTION SOCIALE SANS HÉBERGEMENT	3 533	2 192	-1 341	-38,0%
SERVICES RELATIFS AUX BÂTIMENTS ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER	3 399	1 982	-1 418	-41,7%
FABRICATION D'AUTRES MATÉRIELS DE TRANSPORT	4 185	1 971	-2 214	-52,9%
HÉBERGEMENT MÉDICO-SOCIAL ET SOCIAL	1 975	1 597	-378	-19,1%
ENQUÊTES ET SÉCURITÉ	1 772	1 442	-330	-18,6%
ACTIVITÉS LIÉES À L'EMPLOI	1 365	1 395	29	2,1%
CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS	1 769	1 214	-555	-31,4%
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	1 373	1 084	-289	-21,0%
ACTIVITÉS DES SIÈGES SOCIAUX, CONSEIL DE GESTION	1 202	1 057	-145	-12,1%
ENSEIGNEMENT	2 391	971	-1 419	-59,4%
FABRICATION DE PRODUITS MÉTALLIQUES, À L'EXCEPTION DES MACHINES ET DES ÉQUIPEMENTS	1 585	959	-626	-39,5%
GÉNIE CIVIL	1 620	808	-812	-50,1%
ENTREPOSAGE ET SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS	1 396	796	-600	-43,0%
FABRICATION DE PRODUITS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET OPTIQUES	1 145	726	-418	-36,5%
HÉBERGEMENT	1 197	694	-502	-42,0%
RÉPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'ÉQUIPEMENTS	723	693	-30	-4,2%
ACTIVITÉS SPORTIVES, RÉCRÉATIVES ET DE LOISIRS	1 392	609	-783	-56,3%
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	948	606	-341	-36,0%
ACTIVITÉS DES SERVICES FINANCIERS, HORS ASSURANCE ET CAISSES DE RETRAITE	918	606	-312	-34,0%
ACTIVITÉS DE LOCATION ET LOCATION-BAIL	660	551	-108	-16,4%
ACTIVITÉS DE POSTE ET DE COURRIER	728	529	-199	-27,4%
RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE	677	510	-168	-24,8%
ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DÉFENSE, SÉCURITÉ SOCIALE OBLIGATOIRE	419	495	76	18,1%
ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET AUTRES ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	959	452	-507	-52,8%
ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS ASSOCIATIVES	1 931	434	-1 498	-77,6%
AUTRES SERVICES PERSONNELS	920	406	-514	-55,8%
TELECOMMUNICATIONS	742	310	-432	-58,2%
INDUSTRIE CHIMIQUE	255	308	52	20,6%
FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES	435	253	-182	-41,8%
PUBLICITÉ ET ÉTUDES DE MARCHÉ	427	253	-174	-40,8%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	433	225	-208	-48,0%
COLLECTE, TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS, RÉCUPÉRATION	429	192	-236	-55,2%
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	448	190	-258	-57,6%
FABRICATION D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES	434	190	-244	-56,3%
ACTIVITÉS JURIDIQUES ET COMPTABLES	308	181	-127	-41,2%
CULTURE ET PRODUCTION ANIMALE, CHASSE ET SERVICES ANNEXES	1 192	158	-1 034	-86,7%
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS ET EN LIÈGE, À L'EXCEPTION DES MEUBLES, FABRICATION D'ARTICLES EN VANNERIE ET SPARTE	109	146	37	34,0%
INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	212	137	-75	-35,4%
ACTIVITÉS AUXILIAIRES DE SERVICES FINANCIERS ET D'ASSURANCE	325	125	-199	-61,4%
TRANSPORTS AÉRIENS	219	123	-96	-43,9%
FABRICATION DE MACHINES ET ÉQUIPEMENTS N.C.A.	233	121	-113	-48,2%
ASSURANCE	221	120	-101	-45,7%
FABRICATION DE MEUBLES	119	117	-2	-1,9%
ÉDITION	504	117	-387	-76,9%
INDUSTRIE AUTOMOBILE	283	112	-171	-60,5%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	130	111	-19	-14,4%
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC ET EN PLASTIQUE	246	110	-136	-55,4%
ACTIVITÉS CRÉATIVES, ARTISTIQUES ET DE SPECTACLE	708	102	-606	-85,6%
Total	88 682	58 287	-30 395	-34,3%

Source : Adecco Analytics

Dans les prévisions à 12 mois posées par Adecco Analytics au 2^{ème} trimestre 2020, aucun secteur d'activité parmi les plus significatifs (c'est-à-dire qui pourraient proposer plus de 100 recrutements) n'affichait des perspectives de recrutement en croissance à l'exception, par ordre croissant, des secteurs :

- *Activité pour la santé humaine* (166 recrutements supplémentaires envisagés)
- *Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire* (76 recrutements supplémentaires envisagés)
- *Industrie chimique* (52 recrutements supplémentaires envisagés)
- *Travail du bois et fabrication d'articles en bois...* (37 recrutements supplémentaires envisagés)

Au 2^{ème} trimestre 2020, bien que marqués par des perspectives fortement en baisse, ce sont les secteurs d'activité suivants qui auraient pu offrir les plus importantes perspectives de recrutements à 12 mois (évidemment les perspectives ont du fortement évoluer avec le second confinement notamment) :

- *Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles* qui pourrait proposer plus de 7 160 recrutements en dépit d'une baisse significative mais moins intense que celle observée au niveau national (des perspectives locales en baisse de - 5,2 % contre - 11,6 % au niveau national). Ces perspectives rentrent parfaitement en écho avec l'orientation économique assez fortement présente du tissu économique local, spécialisation, on ne le dit pas assez souvent, typique des territoires métropolitains, véritables pôles de consommation ;
- *Travaux de construction spécialisés* (5 095 recrutements envisagés) qui avant le démarrage de la crise demeurait encore bien plus prometteur (7 553 recrutements envisagés au 4^{ème} trimestre 2019) ;
- *Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles* qui pourrait recruter plus de 3 440 personnes dans les 12 mois qui suivent le 2^{ème} trimestre 2020 ;
- Et enfin, le secteur *Restauration* pourrait également proposer un grand nombre de recrutements en dépit d'un effondrement des perspectives avec la crise (2 000 recrutements envisagés en moins entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020).

Les secteurs d'activité qui pourraient recruter dans les mois à venir

Nombre de recrutements envisageables en contrat de travail temporaire dans les 12 prochains mois

Les secteurs d'activité qui pourraient recruter le plus en contrat de travail temporaire dans les 12 prochains mois (données au 2^{ème} trimestre 2020)

Secteurs d'activité	T4 2019	T2 2020	Evo. T4 2019 – T2 2020	Evo. France
TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS	4 076	2 704	-1 372	-33,7%
FABRICATION D'AUTRES MATÉRIELS DE TRANSPORT	2 168	1 509	-659	-30,4%
COMMERCE DE GROS, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	1 215	1 091	-124	-10,2%
TRANSPORTS TERRESTRES ET TRANSPORT PAR CONDUITES	1 256	872	-384	-30,6%
SERVICES RELATIFS AUX BÂTIMENTS ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER	901	820	-81	-9,0%
GÉNIE CIVIL	1 094	715	-379	-34,6%
COMMERCE DE DÉTAIL, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	613	510	-104	-16,9%
ENTREPOSAGE ET SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS	654	495	-159	-24,3%
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	553	475	-78	-14,1%
FABRICATION DE PRODUITS MÉTALLIQUES, À L'EXCEPTION DES MACHINES ET DES ÉQUIPEMENTS	798	431	-368	-46,0%
CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS	632	405	-228	-36,0%
ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET AUTRES ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	433	401	-32	-7,3%
ACTIVITÉS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE, ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ET ANALYSES TECHNIQUES	475	369	-105	-22,2%
ACTIVITÉS DE POSTE ET DE COURRIER	462	351	-111	-24,0%
ENQUÊTES ET SÉCURITÉ	352	316	-36	-10,1%
ACTION SOCIALE SANS HÉBERGEMENT	228	285	57	25,1%
RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE	291	269	-22	-7,4%
HÉBERGEMENT MÉDICO-SOCIAL ET SOCIAL	186	221	35	18,8%
RESTAURATION	428	194	-235	-54,8%
ACTIVITÉS LIÉES À L'EMPLOI	213	192	-21	-9,9%
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE	171	190	19	10,9%
FABRICATION D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES	321	175	-146	-45,6%
FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES	247	172	-75	-30,3%
FABRICATION DE PRODUITS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET OPTIQUES	291	170	-120	-41,4%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	244	166	-78	-31,8%
INDUSTRIE CHIMIQUE	180	159	-21	-11,5%
COLLECTE, TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS, RÉCUPÉRATION	219	153	-66	-30,3%
RÉPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'ÉQUIPEMENTS	205	142	-63	-30,5%
INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	155	129	-26	-16,5%
TÉLÉCOMMUNICATIONS	168	124	-44	-26,2%
ACTIVITÉS DE LOCATION ET LOCATION-BAIL	130	121	-9	-7,2%
TRANSPORTS AÉRIENS	156	110	-47	-29,9%
INDUSTRIE AUTOMOBILE	152	101	-51	-33,6%
...				
Total	21 885	16 057	-5 828	-26,6%

Source : Adecco Analytics

Champs : Plus de 100 recrutements envisageables

Si l'on « zoome » sur l'intérim, la dynamique des perspectives de recrutements à 12 mois posées par Adecco Analytics à l'échelle de la zone d'emploi de Toulouse sont plutôt conformes à celle pressentie au niveau national. Effectivement, alors que les perspectives de recrutement en intérim ont diminué de - 26,6 % localement entre le 4^{ème} trimestre 2019 et le 2^{ème} trimestre 2020, elles pourraient baisser de - 21,8 % au niveau national.

Au 2^{ème} trimestre 2020, bien que marqués par des perspectives fortement en baisse, ce sont les secteurs d'activité suivants qui, d'après Adecco Analytics, auraient pu offrir les plus importantes perspectives de recrutements en intérim à 12 mois (évidemment les perspectives ont du fortement évoluer avec le second confinement notamment) :

- *Travaux de construction spécialisés* qui aurait pu proposer 2 704 recrutements en dépit d'une baisse significative et de surcroît plus intense que celle observée au niveau national (des perspectives locales en baisse de - 33,7 % contre - 29,4 % au niveau national) ;
- *Fabrication d'autres matériels de transport* : bien que très affecté, ce secteur aurait proposé 1 509 recrutements dans les 12 mois ;
- *Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles* qui aurait pu proposer 1 091 recrutements ;